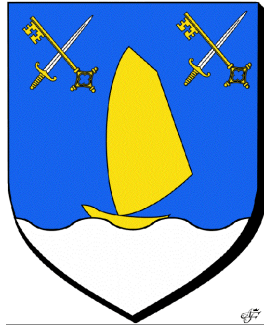


# *Commune de Bures*



## ***Etude de zonage relatif à l'assainissement collectif et non collectif***

### **DOSSIER D'ENQUÊTE PUBLIQUE**

#### **3. Règlement d'assainissement collectif (CC Pays du Sânon)**





# Communauté de Communes du Pays du Sânon

.....

## **REGLEMENT D'ASSAINISSEMENT COLLECTIF**

# S O M M A I R E

## **CHAPITRE I - DISPOSITIONS GENERALES**

- ARTICLE 1 - OBJET DU REGLEMENT
- ARTICLE 2 - AUTRES PRESCRIPTIONS
- ARTICLE 3 - CATEGORIES D'EAUX ADMISES AU DEVERSEMENT
- ARTICLE 4 - DEFINITION DU BRANCHEMENT
- ARTICLE 5 - MODALITES GENERALES D'ETABLISSEMENT DU BRANCHEMENT
- ARTICLE 6 - DEVERSEMENTS INTERDITS

## **CHAPITRE II - LES EAUX USEES DOMESTIQUES**

- ARTICLE 7 - DEFINITION DES EAUX USEES DOMESTIQUES
- ARTICLE 8 - OBLIGATION DE RACCORDEMENT
- ARTICLE 9 - DEMANDE DE BRANCHEMENT - CONVENTION DE DEVERSEMENT ORDINAIRE
- ARTICLE 10 - MODALITES PARTICULIERES DE REALISATION DES BRANCHEMENTS
- ARTICLE 11 - CARACTERISTIQUES TECHNIQUES DES BRANCHEMENTS EAUX USEES DOMESTIQUES
- ARTICLE 12 - SURVEILLANCE, ENTRETIEN, REPARATIONS ET RENOUVELLEMENT DE LA PARTIE DES BRANCHEMENTS SITUES SOUS DOMAINE PUBLIC
- ARTICLE 13 - CONDITIONS DE SUPPRESSION OU DE MODIFICATION DES BRANCHEMENTS
- ARTICLE 14 - REDEVANCE ASSAINISSEMENT
- ARTICLE 15 - PARTICIPATION FINANCIERE DES PROPRIETAIRES DES IMMEUBLES NEUFS

## **CHAPITRE III - LES EAUX INDUSTRIELLES**

- ARTICLE 16 - DEFINITION DES EAUX INDUSTRIELLES
- ARTICLE 17 - CONDITIONS DE RACCORDEMENT POUR LE REJET DES EAUX DE DEVERSEMENT INDUSTRIELLES
- ARTICLE 18 - DEMANDE DE CONVENTION SPECIALE DE DEVERSEMENT DES EAUX INDUSTRIELLES
- ARTICLE 19 - CARACTERISTIQUES TECHNIQUES DES BRANCHEMENTS INDUSTRIELS
- ARTICLE 20 - PRELEVEMENTS ET CONTROLE DES EAUX INDUSTRIELLES
- ARTICLE 21 - OBLIGATION D'ENTREtenir LES INSTALLATIONS DE PRE-TRAITEMENT
- ARTICLE 22 - REDEVANCE ASSAINISSEMENT APPLICABLE AUX ETABLISSEMENTS INDUSTRIELS
- ARTICLE 23 - PARTICIPATIONS FINANCIERES SPECIALES
  - 23 BIS - CESSATION, MUTATION ET TRANSFERT DE CONVENTIONS
- ARTICLE 24 - RECYCLAGE DES BOUES EN AGRICULTURE

## **CHAPITRE IV - LES EAUX PLUVIALES**

ARTICLE 25 - DEFINITION DES EAUX PLUVIALES

ARTICLE 26 - CONDITIONS DE RACCORDEMENT POUR LE REJET DES EAUX PLUVIALES

ARTICLE 27 - PRESCRIPTIONS COMMUNES EAUX USEES DOMESTIQUES - EAUX PLUVIALES

ARTICLE 28 - PRESCRIPTIONS PARTICULIERES POUR LES EAUX PLUVIALES

## **CHAPITRE V - LES INSTALLATIONS SANITAIRES INTERIEURES**

ARTICLE 29 - DISPOSITIONS GENERALES SUR LES INSTALLATIONS SANITAIRES INTERIEURES

ARTICLE 30 - CONDITIONS GENERALES D'ETABLISSEMENT OU DE MODIFICATION DE  
LA PARTIE DES BRANCHEMENTS ET DES INSTALLATIONS A L'INTERIEUR  
DE L'IMMEUBLE A RACCORDER

ARTICLE 31 - SUPPRESSION DES ANCIENNES INSTALLATIONS, ANCIENNES FOSSES,  
ANCIENS CABINETS D'AISANCE

ARTICLE 32 - ASSAINISSEMENT INDIVIDUEL

ARTICLE 33 - INDEPENDANCE DU RESEAU INTERIEUR DES EAUX

ARTICLE 34 - ETANCHEITE DES INSTALLATIONS ET PROTECTION CONTRE LE REFLUX  
DES EAUX

ARTICLE 35 - POSE DES SIPHONS

ARTICLE 36 - TOILETTES

ARTICLE 37 - COLONNES DE CHUTES D'EAUX USEES

ARTICLE 38 - BROyeurs D'EVIERs

ARTICLE 39 - DESCENTE DES GOUTTIERES

ARTICLE 40 - CAS PARTICULIERS D'UN SYSTEME UNITAIRE OU PSEUDO-SEPARATIF

ARTICLE 41 - REPARATIONS ET RENOUVELLEMENT DES INSTALLATIONS INTERIEURES

ARTICLE 42 - MISE EN CONFORMITE DES INSTALLATIONS INTERIEURES

## **CHAPITRE VI - CONTROLE DES RESEAUX PRIVES**

ARTICLE 43 - DISPOSITIONS GENERALES POUR LES RESEAUX PRIVES

ARTICLE 44 - CONDITIONS D'INTEGRATION AU DOMAINE PUBLIC

ARTICLE 45 - CONTROLE DES RESEAUX PRIVES

ARTICLE 46 - CAS DES LOTISSEMENTS NON RECEPTIONNES AVANT L'APPLICATION  
DU PRESENT REGLEMENT

## **CHAPITRE VII**

ARTICLE 47 - AGENTS ASSERMENTES - INFRACTIONS ET POURSUITES

ARTICLE 48 - MESURES DE SAUVEGARDE

ARTICLE 49 - FRAIS D'INTERVENTION

ARTICLE 50 - VOIES DE RECOURS DES USAGERS

ARTICLE 51 - DATE D'APPLICATION

ARTICLE 52 - MODIFICATION DU REGLEMENT

ARTICLE 53 - CLAUSES D'EXECUTION

## **ANNEXES**

### **ANNEXE 1**

- a - Branchements particuliers sur domaine public
- b - Modèle de demande de branchement particulier  
Convention de déversement ordinaire au réseau d'eaux usées et pluviales

### **ANNEXE 2**

- a - Les prétraitements des rejets d'activités industrielles, commerciales, universitaires ou hospitalières
- b - Convention fixant les modalités d'admission d'un effluent industriel dans le réseau public d'assainissement de la Communauté de Communes du Sânon

- ANNEXE 3 -** Dispositions techniques des ouvrages d'assainissement réseaux privés  
Schémas techniques 1 à 6 .

# **CHAPITRE I - DISPOSITIONS GENERALES**

## **ARTICLE 1 : OBJET DU REGLEMENT**

Le présent règlement a pour objet de définir les conditions et les modalités auxquelles est soumis le déversement des eaux dans les réseaux d'assainissement de la Communauté de Communes du Sânon.

## **ARTICLE 2 : AUTRES PRESCRIPTIONS**

Les prescriptions du présent règlement ne font pas obstacle au respect de l'ensemble des réglementations en vigueur en matière de rejet dans les réseaux.

En vertu de l'article L 33 du Code de la Santé Publique, le raccordement aux égouts disposés pour recevoir les eaux domestiques, établis sous la voie publique, est obligatoire pour les immeubles ayant accès soit directement, soit par voie privée, soit par servitude de passage ; les conditions générales de raccordement et de déversement sont fixées par les articles 34 à 35-9 du Code de la Santé Publique et par le Règlement Sanitaire Départemental.

## **ARTICLE 3 : CATEGORIES D'EAUX ADMISES AU DEVERSEMENT**

Dans tous les cas, il appartiendra au propriétaire de se renseigner auprès de la Communauté de Communes du Sânon de la nature du système bordant sa propriété.

### **Système séparatif**

a) Seules sont susceptibles d'être déversées dans le réseau eaux usées :

- les eaux usées domestiques telles que définies à l'article 7 du présent règlement,
- les eaux industrielles définies par les conventions spéciales de déversement passées entre la Communauté de Communes du Sânon et les établissements industriels, commerciaux ou artisanaux à l'occasion des demandes de branchement au réseau public,

b) Seules sont susceptibles d'être déversées dans le réseau pluvial :

- les eaux pluviales définies à l'article 25 du présent règlement,
- les eaux de source résurgentes existantes avant toute construction,
- certaines eaux industrielles définies par les mêmes conventions spéciales de déversement.

### **Système unitaire**

Les eaux usées domestiques définies à l'article 7 du présent règlement, les eaux pluviales définies à l'article 25 du présent règlement ainsi que les eaux industrielles définies par les conventions spéciales de déversement passées avec la Communauté de Communes du Sânon et des établissements industriels, commerciaux ou artisanaux sont admises dans le même réseau à l'occasion des demandes de branchement.

### **Système pseudo-séparatif**

En plus des eaux définies dans le système séparatif, certaines eaux pluviales provenant des propriétés privées riveraines du réseau public sont admises dans le réseau eaux usées, sauf les eaux de source et de drainage qui devront être raccordées obligatoirement sur le réseau eaux pluviales, s'il existe.

Dans tous les cas elles devront être séparés jusqu'au regard de branchement.

## **ARTICLE 4 - DEFINITION DU BRANCHEMENT**

Les branchements de chaque réseau comprendront, depuis la canalisation publique :

- un dispositif permettant le raccordement au réseau public,
- une canalisation de branchement située tant sous le domaine public que privé,
- un ouvrage dit "regard de branchement" ou un regard de façade garanti étanche à écoulement direct sans zone de stagnation,
- un dispositif permettant le raccordement à l'immeuble,
- une fermeture par tampon hydraulique.

Les dispositifs permettant le raccordement à l'égout public sont :

- soit la culotte de branchement à joints étanches, le clips ou le joint "Forsheda",
- soit le piquage par un raccord à plaquette ou à taquets après percement du collecteur public à la carotteuse.

Le choix entre les différents types d'ouvrages dépendra des conditions techniques locales particulières telles que diamètre du collecteur, nature du matériau le composant.

Le raccordement d'un lotissement n'est pas considéré comme un branchement.

Les limites entre le domaine public et le domaine privé sont représentées sur les schémas n° 2 et 5 de l'annexe 3.

## **ARTICLE 5 : MODALITES GENERALES D'ETABLISSEMENT DU BRANCHEMENT**

La Communauté de Communes du Sânon fixera le nombre de branchements à installer par immeuble à raccorder. En tout état de cause, il y aura autant de canaux distincts que d'immeubles.

Le service de l'assainissement de la Communauté de Communes détermine, en accord avec le propriétaire de la construction à raccorder, les conditions techniques d'établissement de ce branchement, au vu de la demande.

Celle-ci est accompagnée du plan de masse de la construction sur lequel sera indiqué très nettement le tracé souhaité pour le branchement ainsi que le diamètre et une coupe cotée des installations et dispositif le composant, de la façade jusqu'au collecteur.

## **ARTICLE 6 : DEVERSEMENTS INTERDITS**

Quelle que soit la nature des eaux rejetées et quelle que soit la nature du réseau d'assainissement, il est formellement interdit de déverser :

- le contenu des fosses septiques,
- l'effluent des fosses septiques (dans les délais prescrits par le syndicat),
- les ordures ménagères brutes ou broyées,
- les déchets d'origine animale,
- les huiles usagées ou non,
- les solvants, carburants,
- les graisses, peintures,
- les eaux en provenance des pompes à chaleur ou de tout autre système de chauffage ayant pour principe des échanges thermodynamiques à partir d'eaux souterraines,
- il est interdit d'introduire dans les ouvrages publics, directement ou par l'intermédiaire de canalisations d'immeubles, toute matière solide, liquide ou gazeuse susceptible d'être la cause directe ou indirecte soit d'un danger pour le personnel d'exploitation des ouvrages d'évacuation et de traitement, soit d'une dégradation desdits ouvrages ou d'une gêne dans leur fonctionnement.



L'interdiction porte notamment sur le déversement d'hydrocarbures, d'acides, de cyanures, de métaux, de sulfures, de produits radioactifs et plus généralement de toute substance pouvant dégager, soit par elle-même, soit après mélange avec d'autres effluents, des gaz ou vapeurs dangereux, toxiques ou inflammables ou odeurs persistantes.

Les effluents, par leur quantité et leur température, ne doivent pas porter l'eau des égouts à une température supérieure à 30 ° C au droit du rejet.

Le déversement de liquides ou matières provenant de la vidange des fosses fixes ou mobiles est interdit dans les réseaux d'assainissement et dans l'ensemble des ouvrages d'assainissement de la Communauté de communes du Sânon. Il en est de même pour les liquides ou matières extraits de fosses septiques ou appareils équivalents provenant d'opérations d'entretien de ces dernières.

Les rejets émanant de toute activité professionnelle exercée à l'intérieur des maisons d'habitation et dont la qualité est différente de celle des effluents domestiques doivent faire l'objet, en application des dispositions de l'article L. 35-8 du Code de la Santé Publique, de mesures spéciales de traitement ; de plus, un dispositif doit permettre le prélèvement d'échantillons destinés à s'assurer des caractéristiques physiques, chimiques et biologiques des eaux usées, évacuées au réseau d'assainissement.

Le service de l'assainissement de la Communauté de Communes se réserve le droit d'effectuer, chez tout usager du service et à toute époque, toute visite ou tout prélèvement de contrôle qu'il estimerait utile pour le bon fonctionnement du réseau (réf. article L 35.10 du Code de la Santé).

Si les rejets ne sont pas conformes aux critères définis dans le présent règlement, les frais d'analyse et de contrôle occasionnés seront à la charge de l'utilisateur.

Toute personne tenue de se raccorder au réseau d'assainissement et s'alimentant en eau totalement ou partiellement à une source autre qu'un service public, doit en faire la déclaration au service de l'assainissement de la Communauté de Communes du Sânon.

Le calcul de la redevance assainissement est établi sur la base des caractéristiques des installations de captage et des autorisations de prélèvement selon les barèmes établis par arrêté préfectoral. L'utilisateur concerné peut à ses frais faire poser un système de comptage du volume prélevé. Toute personne tenue de se raccorder au réseau d'eau potable public doit en faire la déclaration à la mairie dont il dépend et à la Communauté de Communes du Sânon, chargé de l'assainissement. Dans ce cas, soit l'utilisateur met en place un dispositif de comptage de volume prélevé et le calcul de la redevance d'assainissement sera basé sur le volume prélevé. Sinon, le calcul de la redevance d'assainissement sera basé sur une estimation forfaitaire en fonction du nombre de personnes raccordées. A savoir un forfait de 50 m<sup>3</sup> par personne constituant le foyer.

Pour les exploitations agricoles, attenantes au foyer, un dispositif de comptage de volume prélevé indépendant de celui du foyer devra être installé. A défaut, la redevance sera calculée sur la base forfaitaire de 50 m<sup>3</sup> par personne par foyer.

## **CHAPITRE II - LES EAUX USEES DOMESTIQUES**

### **ARTICLE 7 : DEFINITION DES EAUX USEES DOMESTIQUES**

Les eaux usées domestiques comprennent les eaux ménagères (lessives, cuisine, toilette...) et les eaux vannes (urines et matières fécales humaines).

### **ARTICLE 8 : OBLIGATION DE RACCORDEMENT**

Comme le prescrit l'article L. 33 du Code de la Santé Publique, tous les immeubles qui ont accès aux égouts disposés pour recevoir les eaux usées domestiques et établis sous la voie publique, soit directement, soit par l'intermédiaire de voies privées ou de servitudes de passage doivent obligatoirement être raccordés à ce réseau dans un délai de deux ans à compter de la date de mise en service de l'égout (date de réception des travaux).

(ref : instruction technique de 1977 résultant des prescriptions de l'ordonnance n°58-1004 du 23 octobre 1958 modifiant les articles L33 et suivants du Code de la Santé Publique)

Un immeuble situé en contrebas d'un collecteur public doit être considéré comme raccordable et le dispositif de relevage des eaux usées nécessaire est à la charge du propriétaire de l'immeuble.

Au terme de ce délai, conformément aux prescriptions de l'article L. 35.5 du Code de la Santé Publique, tant que le propriétaire ne s'est pas conformé à cette obligation, il est astreint au paiement d'une somme au moins équivalente à la redevance d'assainissement qu'il aurait payée si son immeuble avait été raccordé au réseau, et qui pourra être majorée jusqu'à un maximum de 100 %, ce pourcentage étant alors fixé par le Conseil de la Communauté de Communes du Sânon.

### **ARTICLE 9 : DEMANDE DE BRANCHEMENT CONVENTION DE DEVERSEMENT ORDINAIRE**

Tout branchement doit faire l'objet d'une demande adressée au service de l'assainissement de la Communauté de Communes du Sânon. Cette demande formulée selon le modèle de convention de déversement ordinaire ci-joint (annexe n° 1 b), doit être signée par le propriétaire ou son mandataire.

Cette demande devra être obligatoirement annexée au dossier de permis de construire ou deux mois avant le début des travaux de branchement. Les plans seront fournis en trois exemplaires.(annexe 1 b)

Elle entraîne l'acceptation des dispositions du présent règlement ; elle est établie en deux exemplaires dont un est conservé par le service de l'assainissement de la Communauté de Communes et l'autre restitué à l'usager.

L'acceptation par le service de l'assainissement de la Communauté de Communes crée la convention de déversement entre les parties.

Si l'abonné n'est pas domicilié dans une commune de la Communauté de Communes du Sânon ou s'il l'a quittée, les contestations entre la Communauté de Communes et lui seront portées devant le Tribunal Administratif du département de Meurthe-et-Moselle.

### **ARTICLE 10 : MODALITES PARTICULIERES DE REALISATION DES BRANCHEMENTS**

Le pétitionnaire/propriétaire (privé ou organisme public) devra faire exécuter par une entreprise qualifiée les branchements de son immeuble (concernant les eaux usées ou les eaux pluviales), partie comprise sous le domaine public jusque et compris le regard le plus proche des limites du domaine public. Il complètera pour cela le formulaire joint en annexe du présent règlement. Dans ce cas, le ou les ouvrages créés devront respecter en tout point le cahier des charges joint en annexe 1A du présent règlement d'assainissement. Le pétitionnaire/propriétaire s'engagera à communiquer toutes les informations de nature à permettre un

contrôle des travaux par la collectivité. La réception de l'ouvrage ne sera établie qu'à l'issue de la vérification de la conformité de l'ouvrage.

Dans tous les cas, la collectivité pourra faire exécuter d'office ces branchements en cas de manquements aux obligations de raccordements telles que définies dans le Code de la Santé Publique.

Les travaux de curage ou de réparation localisée d'un branchement nécessités par suite de la négligence de l'utilisateur seront facturés à ce dernier. La responsabilité du service de l'assainissement de la Communauté de Communes est entièrement déchargée lors d'incidents survenant sur une installation non conforme au présent règlement.

En le cas de construction d'un nouveau lotissement ou d'un nouvel immeuble par un organisme public, les branchements seront à la charge de l'organisme public, en effet les mêmes modalités que pour un pétitionnaire/propriétaire privé s'appliquent.

## **ARTICLE 11 : CARACTERISTIQUES TECHNIQUES DES BRANCHEMENTS**

Les branchements seront réalisés selon les prescriptions définies en annexe n° 1 et des prescriptions particulières ci-après définies.

Les canalisations à construire, tant sous la voie publique que dans les habitations ainsi que leurs branchements devront être en tuyaux agréés par le service de l'assainissement de la Communauté de Communes (procédé étanche).

Leur diamètre intérieur sera fixé par le service de l'assainissement de la Communauté de Communes sans pouvoir être inférieur aux diamètres suivants :

- Ø 150 mm eaux usées (système séparatif)
- Ø 200 mm eaux pluviales (système séparatif)
- Ø 200 mm (système unitaire)

## **ARTICLE 12 : SURVEILLANCE, ENTRETIEN, REPARATIONS ET RENOUELEMENT DE LA PARTIE DES BRANCHEMENTS SITUÉE SOUS DOMAINE PUBLIC**

La surveillance, l'entretien, les réparations et le renouvellement de tout ou partie des branchements situés sous le domaine public sont réalisés par une entreprise qualifiée, aux frais de la CCS.

Le service de l'assainissement est en droit d'exécuter d'office, après information préalable de l'utilisateur sauf cas d'urgence, et aux frais de l'utilisateur s'il y a lieu, tous les travaux dont il serait amené à constater la nécessité, notamment en cas d'inobservation du présent règlement ou d'atteinte à la sécurité sans préjudice des sanctions prévues à l'article 47 du présent règlement.

## **ARTICLE 13 : CONDITIONS DE SUPPRESSION OU DE MODIFICATION DES BRANCHEMENTS . MUTATION**

Lorsque la démolition ou la transformation d'un immeuble entraînera la suppression du branchement ou sa modification, les frais correspondants seront mis à la charge de la personne ou des personnes ayant déposé le permis de démolir ou de construire.

La suppression totale ou la transformation du branchement résultant de la démolition ou de la transformation de l'immeuble sera exécutée par le service de l'assainissement ou une entreprise agréée par lui, sous sa direction.

De même, tout branchement direct au milieu naturel fera l'objet, après délai de mise en demeure de 15 jours, d'une intervention du service de l'assainissement pour obturation du collecteur concerné. Les frais de cette prestation seront facturés au propriétaire.

En cas de changement d'usager, pour quelque cause que ce soit, le nouvel usager ou, dans le cas d'un décès, ses héritiers ou ayant droits, restent responsables vis-à-vis de la Communauté de Communes du Sânon, propriétaire du réseau, ou toutes les sommes dues en vertu de la convention initiale.

## **ARTICLE 14 : REDEVANCE ASSAINISSEMENT**

En application du décret n° 67-945 du 24 octobre 1967 et des textes d'application, l'usager raccordé à un réseau public d'évacuation eaux usées est soumis au paiement de la redevance d'assainissement, (composée d'une part fixe et d'une part calculée sur la consommation d'eau de l'usager), elle est fixée chaque année par délibération du Conseil de Communauté.

Elle a pour assiette la consommation d'eau de l'usager. La notion d'usager comprend les personnes raccordées au réseau (propriétaires ou locataires) et celles qui sont raccordables (articles R. 372-6 à R. 372-18 du Code des Communes). Se reporter article 6, avant dernier paragraphe pour la détermination de l'assiette au forfait.

## **ARTICLE 15 : PARTICIPATION FINANCIERE DES PROPRIETAIRES DES IMMEUBLES NEUFS ET ANCIENS MODIFIES**

### 16.1 - Principe

Conformément aux articles L. 35.4 du Code de la Santé Publique et L. 332.6.1 2ème alinéa du Code de l'Urbanisme, les propriétaires des immeubles édifiés postérieurement à la mise en service des égouts auxquels ces immeubles doivent être raccordés, seront astreints à verser une participation financière pour tenir compte de l'économie réalisée par eux, en évitant une installation d'épuration individuelle.

**NOTA** : le montant ainsi que la date d'exigibilité de cette participation sont déterminés par l'assemblée délibérante de la Communauté de Communes du Sânon.

Dans le cas de transformation de locaux existants, le montant de la taxe de branchement à acquitter sera calculé par déduction entre les montants de la taxe de branchement des nouveaux et des anciens locaux déterminés par l'assemblée délibérante. En aucun cas il n'y aura remboursement lorsque la taxe calculée est négative.

Lorsque la construction donne lieu à autorisation de construire, le montant de la participation financière est fourni simplement à titre indicatif aux constructeurs lors de la délivrance de l'arrêté d'autorisation de construire, suivant le barème voté par l'Assemblée Délibérante, le montant définitif de la participation étant celui résultant de l'actualisation de cette somme à la date à laquelle le raccordement sera effectué. Dans tous les cas, cette participation est exigible à la date de raccordement.

### 16.2 - Cas particulier

Dans le cadre des opérations de lotissements, de permis groupés, d'immeubles collectifs, de zones industrielles, de Z.A.C, un système de rétention peut être imposé au pétitionnaire selon les conditions figurant en annexe n° 3.

## **CHAPITRE III - LES EAUX INDUSTRIELLES**

### **ARTICLE 16 : DEFINITION DES EAUX INDUSTRIELLES**

Sont classés dans les eaux industrielles tous les rejets correspondant à une utilisation de l'eau autre que domestique.

Leurs natures quantitatives et qualitatives sont précisées dans les conventions spéciales de déversement passées entre le service de l'assainissement et l'établissement industriel, commercial ou artisanal désireux de se raccorder au réseau d'évacuation public.

Toutefois, les établissements à caractère industriel, commercial ou artisanal dont les eaux peuvent être assimilées aux eaux usées domestiques et dont le rejet ne dépasse pas annuellement 6000 m<sup>3</sup> pourront être dispensés de conventions spéciales.

### **ARTICLE 17 : CONDITIONS DE RACCORDEMENT POUR LE REJET DES EAUX DE DEVERSEMENT INDUSTRIELLES**

Le raccordement des établissements commerciaux, industriels ou artisanaux au réseau public n'est pas obligatoire, conformément à l'article L. 35.8 du Code de la Santé Publique.

Toutefois, ceux-ci peuvent être autorisés à déverser leurs eaux industrielles au réseau public dans la mesure où ces déversements sont compatibles avec les conditions générales d'admissibilité des eaux industrielles.

Les conditions générales d'admissibilité des eaux industrielles dans le réseau public sont définies dans l'annexe n° 2a.

### **ARTICLE 18 : DEMANDE DE CONVENTION SPECIALE DE DEVERSEMENT DES EAUX INDUSTRIELLES**

Tout branchement doit faire l'objet d'une demande de raccordement au service de l'assainissement. Les demandes de raccordement des établissements industriels, commerciaux ou artisanaux se font sur un imprimé spécial, intitulé "modèle de convention fixant les modalités d'admission d'un effluent industriel dans le réseau public d'assainissement de la Communauté de Communes du Sânon, dont un exemplaire est annexé au présent règlement (annexe n° 2 b).

Toute modification de l'activité industrielle, commerciale ou artisanale sera signalée au service et pourra faire l'objet d'une nouvelle demande de raccordement

### **ARTICLE 19 : CARACTERISTIQUES TECHNIQUES DES BRANCHEMENTS INDUSTRIELS**

Les établissements consommateurs d'eau à des fins industrielles devront être pourvus de trois réseaux distincts, jusqu'au domaine public :

- un réseau eaux domestiques,
- un réseau eaux pluviales,
- un réseau eaux industrielles.

Chacun de ces réseaux devra être pourvu d'un regard agréé pour y effectuer des prélèvements et mesures, placé à la limite de la propriété sur le domaine public, pour être facilement accessible aux agents du service de l'assainissement à toute heure.

Un dispositif d'obturation permettant de séparer le réseau public de l'établissement industriel, commercial ou artisanal peut, à l'initiative du service, être placé sur le branchement des eaux industrielles et être accessible à tout moment aux agents du service (vanne d'obturation).

Les rejets d'eaux usées domestiques des établissements industriels sont soumis aux règles établies au chapitre II du présent règlement.

## **ARTICLE 20 : PRELEVEMENTS ET CONTROLES DES EAUX INDUSTRIELLES**

Des prélèvements et contrôles pourront être effectués à tout moment par le service de l'assainissement dans les regards de contrôle afin de vérifier si les eaux industrielles déversées dans le réseau public sont en permanence conformes aux prescriptions et correspondent à la convention spéciale de déversement établie.

Les analyses seront faites par tout laboratoire agréé par le service de l'assainissement.

Les frais d'analyse seront supportés par le propriétaire de l'établissement concerné si les résultats démontrent que les effluents ne sont pas conformes aux prescriptions sans préjudice des sanctions prévues aux articles 47 et 48 du présent règlement.

## **ARTICLE 21 : OBLIGATION D'ENTREtenir LES INSTALLATIONS DE PRE-TRAITEMENT**

Les installations de pré-traitement prévues par les conventions devront être en permanence maintenues en bon état de fonctionnement ; les usagers doivent pouvoir justifier au service de l'assainissement du bon état d'entretien de ces installations et de leur fonctionnement.

En particulier, les séparateurs à hydrocarbures, huiles et graisses, féculs, les débourbeurs devront être vidangés chaque fois que nécessaire.

L'usager, en tout état de cause, demeure seul responsable de ces installations.

## **ARTICLE 22 : REDEVANCE ASSAINISSEMENT APPLICABLE AUX ETABLISSEMENTS INDUSTRIELS**

En application du décret 67-945 du 24 octobre 1967, les établissements industriels, commerciaux ou artisanaux et raccordés à un réseau public d'évacuation des eaux sont soumis au paiement de la redevance d'assainissement, sauf aux cas particuliers visés à l'article 23 de ce même règlement.

En application de l'article 8 du décret 67-945 du 24 octobre 1967 relatif à la redevance d'assainissement, le taux de ladite redevance sera corrigé par une série de coefficients fixés soit par décret ministériel, soit par arrêté préfectoral pour les usagers faisant une utilisation de l'eau autre que domestique, en quantité et en qualité.

## **ARTICLE 23 : PARTICIPATIONS FINANCIERES**

L'article 15 est applicable.

Si le rejet d'eaux industrielles entraîne pour le réseau et la station d'épuration des sujétions spéciales d'équipement et d'exploitation, l'autorisation de déversement pourra être subordonnée à des participations financières aux frais de premier équipement, d'équipement complémentaire et d'exploitation, à la charge de l'auteur du déversement, en application de l'article L. 35.8 du Code de la Santé. Celles-ci seront définies par la convention spéciale de déversement si elles ne l'ont pas été par une convention antérieure.

## **ARTICLE 23 BIS : CESSATION , MUTATION ET TRANSFERT DE CONVENTIONS**

La cessation d'une convention de déversement ne peut résulter que d'un changement de destination de l'immeuble raccordé, de la cessation ou de la modification des activités qui y étaient pratiquées, ou de la transformation du déversement spécial en déversement ordinaire.

En cas de changement d'usager pour quelque cause que ce soit, le nouvel usager est substitué sans frais à l'ancien. L'ancien usager ou ses ayants-droits restent redevables vis-à-vis de la Communauté de Communes du Sânon de toutes les sommes dues en vertu de la convention initiale jusqu'à la date de substitution par le nouvel usager.

La convention n'est en principe transférable ni d'un immeuble à un autre ni par division de l'immeuble. Elle peut cependant être transférée entre un immeuble ancien démolé et un nouvel immeuble construit si ce dernier a le même caractère et sous réserve que le nouvel immeuble ne nécessite pas de modification du branchement particulier.

## **ARTICLE 24 : RECYCLAGE DES BOUES EN AGRICULTURE**

Le rejet de l'industriel dans le réseau ne devra pas compromettre un recyclage agricole des boues d'épuration.

Dans le cas d'une évolution des exigences sur la qualité des boues recyclées en agriculture, la Communauté de Communes se réserve la possibilité (si les boues ne sont pas conformes du fait du rejet de l'industriel), de suspendre l'autorisation de rejet, si l'industriel ne s'engage pas à prendre en charge la différence entre le coût de l'élimination des boues supporté par la Communauté de Communes et le coût du recyclage agricole.

## **CHAPITRE IV - LES EAUX PLUVIALES**

### **ARTICLE 25 : DEFINITION DES EAUX PLUVIALES**

Les eaux pluviales sont celles qui proviennent des précipitations atmosphériques. Sont assimilées à ces eaux pluviales, celles provenant des eaux d'arrosage et de lavage des voies publiques et privées, des jardins, des cours d'immeubles, parkings. Les eaux souterraines ou de nappes ne sont pas assimilables aux eaux pluviales et ne sont pas admissibles dans le réseau d'assainissement unitaire. Les caniveaux et les fossés le long d'une route ou encore de bassin de rétention, collectant exclusivement les eaux pluviales ruisselant sur la chaussée relèvent de la collectivité en charge de la voirie. Par conséquent, lorsque les bouches d'égouts présentent un lien de dépendance fonctionnelle avec la voirie, il incombe à la collectivité compétente en matière de voirie d'assumer la charge financière des travaux réalisés sur ces équipements.

Concernant le nettoyage des avaloirs, il reste à la charge des communes pour le cadre et le siphon considérant que cela relève de la voirie. Le curage du réseau unitaire revient à la Communauté de communes du Sânon, dans le cadre de sa compétence assainissement.

### **ARTICLE 26 : CONDITIONS DE RACCORDEMENT POUR LE REJET DES EAUX PLUVIALES**

Dans tous les cas, seul l'excès de ruissellement sera rejeté au réseau public après qu'aient été mises en œuvre, sur la parcelle privée, toutes les solutions susceptibles de limiter et étaler les apports pluviaux. Le service déterminera la quantité d'eaux pluviales admissible dans le réseau public.

### **ARTICLE 27 : PRESCRIPTIONS COMMUNES EAUX USEES DOMESTIQUES EAUX PLUVIALES**

Les articles 9 à 13 relatifs aux branchements des eaux usées domestiques sont applicables aux branchements pluviaux.

### **ARTICLE 28 PRESCRIPTIONS PARTICULIERES POUR LES EAUX PLUVIALES**

#### 29.1 - Demande de branchement

La demande adressée au service de l'assainissement doit indiquer en sus des renseignements définis à l'article 9, le diamètre du branchement pour l'évacuation du débit théorique correspondant à une période de retour fixée par le service de l'assainissement, compte-tenu des particularités de la parcelle à desservir en application de la circulaire n° 77-284 du 22 juin 1977.

#### 29.2 - Caractéristiques techniques

En plus des prescriptions de l'article 11, le service de l'assainissement peut imposer à l'utilisateur la construction de dispositifs particuliers de pré-traitement tels que désableurs ou séparateurs hydrocarbures à l'exutoire notamment des parcs de stationnement.

L'entretien, les réparations et le renouvellement de ces dispositifs sont alors à la charge de l'utilisateur, sous le contrôle du service de l'assainissement.

Les canaux à construire, tant sous la voie publique que dans les habitations, ainsi que leurs branchements devront être en tuyaux agréés par le service de l'assainissement.

Leur diamètre intérieur sera fixé par le service de l'assainissement sans pouvoir être jamais inférieur à 0,20 m pour évacuer les eaux pluviales seules.



## **CHAPITRE V - LES INSTALLATIONS SANITAIRES INTERIEURES**

### **ARTICLE 29 : DISPOSITIONS GENERALES SUR LES INSTALLATIONS SANITAIRES INTERIEURES**

Les propriétaires d'immeubles riverains d'une voie nouvellement pourvue d'un réseau d'assainissement disposent d'un délai de 2 ans pour raccorder leurs installations sanitaires intérieures à compter de la date de publication de l'arrêté de mise en service de l'égout (article L. 33 du Code de la Santé Publique) ou de la date de réception des travaux pour l'ouvrage concerné.

Aucun travail ne peut être effectué par les propriétaires sous le domaine public (application de l'article 10).

Les prescriptions techniques pour l'évacuation intérieure des eaux sont définies par le service de l'assainissement suivant les dispositions du règlement sanitaire départemental et celles définies à l'annexe n° 1.

Avant tout commencement des travaux, les propriétaires sont tenus d'adresser au service de l'assainissement, une demande avec, annexé, un plan en 3 exemplaires à une échelle suffisante (coupe générale et plans de tous les niveaux) des travaux projetés pour l'aménagement des installations sanitaires intérieures.

Une fois les travaux terminés, les propriétaires doivent aviser le service précité en vue d'obtenir le certificat de conformité.

Dans le cas où le propriétaire aurait négligé de solliciter la délivrance du certificat de conformité, son immeuble sera toujours considéré "non raccordé" et la redevance d'assainissement imposée sera majorée de 100 % pour inobservation des dispositions légales en vigueur réglementant le raccordement aux égouts. Toute modification ou addition ultérieure aux installations devra donner lieu à une autorisation délivrée dans les conditions fixées ci-dessus.

### **ARTICLE 30 : CONDITIONS GENERALES D'ETABLISSEMENT OU DE MODIFICATION DE LA PARTIE DES BRANCHEMENTS ET DES INSTALLATIONS A L'INTERIEUR DE L'IMMEUBLE A RACCORDER**

#### **31.1 - Obligation de pose d'un branchement particulier à chaque immeuble**

Tout immeuble, en construction isolée ou non, doit avoir son branchement particulier à l'égout public.

Si l'importance de l'immeuble et les circonstances l'exigent, la Communauté de Communes pourra imposer la pose de plusieurs branchements particuliers à l'égout public.

Le raccordement au collecteur public de plusieurs branchements voisins moyennant un conduit unique est strictement interdit.

En cas de partage d'une propriété composée de plusieurs immeubles, précédemment raccordés par un seul branchement, chaque immeuble devra être pourvu d'un branchement particulier.

#### **31.2 - Modifications**

Il est interdit d'apporter des modifications aux installations intérieures, sans autorisation expresse du service de l'assainissement de la Communauté de Communes (cette mesure concerne essentiellement les systèmes séparatifs).

#### **31.3 - Raccordement d'installations existantes**

Lorsqu'un propriétaire est obligé de raccorder les installations de son immeuble à l'égout public nouvellement posé, il est tenu de prouver à la Communauté de Communes, par la présentation de plans, que ses installations sont conformes aux prescriptions du présent règlement.

Les raccordements effectués entre les canalisations posées sous le domaine public et celles posées à l'intérieur des propriétés, y compris les jonctions de tuyaux de descente des eaux pluviales, sont à la charge exclusive des propriétaires.

### **ARTICLE 31 : SUPPRESSION DES ANCIENNES INSTALLATIONS, ANCIENNES FOSSES, ANCIENS CABINETS D'AISSANCE**

Conformément à l'article L. 35.2 du Code de la Santé Publique, dès l'établissement du branchement, les fosses et autres installations de même nature seront mises hors d'état de servir ou de créer des nuisances à venir, par les soins et aux frais du propriétaire. En cas de défaillance, le service de l'assainissement pourra se substituer aux propriétaires, agissant alors aux frais et risques de l'usager, conformément à l'article L. 35.3 du Code de la Santé Publique.

Les fosses fixes, septiques, chimiques et appareils équivalents abandonnés doivent être vidangés, désinfectés, comblés ou démolis.

Une participation pourra être versée pour les travaux de déconnexion des ouvrages. Le montant sera défini par délibération dans la limite fixée par le Conseil de Communauté.

### **ARTICLE 32 : ASSAINISSEMENT INDIVIDUEL**

L'assainissement individuel est obligatoire dans les communes ou secteurs qui ne disposent pas de système d'épuration collectif. Dans tous les autres cas et dans le cas où l'habitation n'est pas raccordable, il est interdit si le raccordement au réseau est possible.

### **ARTICLE 33 : INDEPENDANCE DU RESEAU INTERIEUR DES EAUX**

Tout raccordement direct entre les conduites d'eau potable et les canalisations d'eaux usées est interdit ; il est de même interdit tous les dispositifs susceptibles de laisser les eaux usées pénétrer dans la conduite d'eau potable, soit par aspiration due à une dépression accidentelle, soit par refoulement dû à une surpression créée dans la canalisation d'évacuation.

### **ARTICLE 34 : ETANCHEITE DES INSTALLATIONS ET PROTECTION CONTRE LE REFLUX DES EAUX**

Conformément aux dispositions du Règlement Sanitaire Départemental, pour éviter le reflux des eaux usées et pluviales d'égout public dans les caves, sous-sols et cours lors de leur élévation exceptionnelle jusqu'au niveau de la chaussée, les canalisations intérieures, et notamment leurs joints, sont établis de manière à résister à la pression correspondante au niveau fixé ci-dessus.

De même, tous orifices sur ces canalisations ou sur les appareils reliés à ces canalisations, situés à un niveau inférieur à celui de la voie vers laquelle se fait l'évacuation doivent être normalement obturés par un tampon étanche résistant à ladite pression.

Enfin, tout appareil d'évacuation se trouvant à un niveau inférieur à celui de la chaussée dans laquelle se trouve l'égout public doit être muni d'un dispositif anti-refoulement contre le reflux des eaux usées et pluviales. Si la continuité d'écoulement doit être assurée, elle le sera par un dispositif élévatoire.

Les frais d'installation, l'entretien et les réparations sont à la charge totale du propriétaire.

Toute inondation intérieure, due soit à l'absence de dispositif de protection ou à son mauvais fonctionnement, soit à l'accumulation des propres eaux de l'immeuble pour une cause quelconque, ne saurait être imputée au service de l'assainissement de la Communauté de Communes du Sânon.

### **ARTICLE 35 : POSE DES SIPHONS**

Tous les appareils raccordés doivent être munis de siphons empêchant la sortie des émanations provenant de l'égout et l'obstruction des conduites par l'introduction de corps solides. Tous les siphons sont conformes à la normalisation en vigueur.

Le raccordement de plusieurs appareils à un même siphon est interdit.

Aucun appareil sanitaire ne peut être raccordé sur la conduite reliant une cuvette de toilettes à la colonne de chute.

### **ARTICLE 36 : TOILETTES**

Les toilettes seront munies d'une cuvette siphonnée qui doit pouvoir être rincée moyennant une chasse d'eau ayant un débit suffisant pour entraîner les matières fécales.

### **ARTICLE 37 : COLONNES DE CHUTES D'EAUX USEES**

Toutes les colonnes de chutes d'eaux usées, à l'intérieur des bâtiments, sont à poser verticalement et munies de tuyaux d'évent prolongés au-dessus des parties les plus élevées de la construction. Les colonnes de chutes sont indépendantes totalement des canalisations d'eaux pluviales.

Lorsqu'un changement de direction ne peut être évité, le diamètre de la conduite de chute est à augmenter d'une unité (sans toutefois dépasser le diamètre de 150 mm pour les toilettes).

Pour une déviation peu importante, l'emploi de deux coudes de faibles inclinaison est admis sans augmentation du diamètre.

Les déviations horizontales des tuyaux de chute ne seront tolérées que sur une longueur maximum de 2,50 m.

### **ARTICLE 38 : BROyeurs D'EVIERs**

L'évacuation par les égouts des ordures ménagères même après broyage préalable est interdite.

### **ARTICLE 39 : DESCENTE DES GOUTTIERES**

Les descentes de gouttières qui sont, en règle générale, fixées à l'extérieur des bâtiments, doivent être complètement indépendantes et ne doivent servir en aucun cas à l'évacuation des eaux usées.

Le service d'assainissement peut exiger le raccordement de ces eaux de toiture (descentes pluviales) au réseau public.

Le système "gargouille" sous trottoir avec rejet dans le caniveau est interdit.

Au cas où elles se trouveraient à l'intérieur de l'immeuble, les descentes de gouttières doivent être accessibles à tout moment. Des descentes de gouttières communes à deux ou plusieurs immeubles ne sont pas admises.

### **ARTICLE 40 : CAS PARTICULIERS D'UN SYSTEME UNITAIRE OU PSEUDO-SEPARATIF**

Dans le cas d'un réseau public dont le système est unitaire ou pseudo-séparatif, la réunion des eaux usées et de tout ou partie des eaux pluviales est réalisée par l'intermédiaire de deux regards dits "regards de branchement" ou "regards de façade" pour permettre tout contrôle au service de l'assainissement.

Ces ouvrages doivent être faciles d'accès et à écoulement direct (voir schéma n° 2 de l'annexe 3).

### **ARTICLE 41 : REPARATIONS ET RENOUVELLEMENT DES INSTALLATIONS INTERIEURES**

L'entretien, les réparations et le renouvellement des installations intérieures sont à la charge totale du propriétaire de la construction à desservir par le réseau public d'évacuation.

## **ARTICLE 42 : MISE EN CONFORMITE DES INSTALLATIONS INTERIEURES**

Le service de l'assainissement doit vérifier avant tout raccordement au réseau public, que les installations intérieures remplissent bien les conditions requises. Dans le cas où des défauts sont constatés par le service de l'assainissement, le propriétaire doit y remédier à ses frais dans le délai fixé par le service d'assainissement de la Communauté de Communes.

## **CHAPITRE VI - CONTROLE DES RESEAUX PRIVES**

### **ARTICLE 43 : DISPOSITIONS GENERALES POUR LES RESEAUX PRIVES**

Les articles 1 à 40 inclus du présent règlement sont applicables aux réseaux privés d'évacuation des eaux.

En outre, les conventions spéciales de déversement visées à l'article 16 préciseront certaines dispositions particulières.

De plus, les prescriptions techniques d'établissement des réseaux sont définies en annexe n° 3.

### **ARTICLE 44 : CONDITIONS D'INTEGRATION AU DOMAINE PUBLIC**

Lorsque des installations susceptibles d'être intégrées au domaine public seront réalisées à l'initiative d'aménageurs privés, la collectivité se réserve le droit de contrôle du service d'assainissement.

Dans tous les cas, l'intégration des réseaux au domaine public sera effective après délibération du Conseil de Communauté.

**NOTA** : Un contrôle par vision caméra est préconisé pour vérification de l'état interne des canalisations (contre-pente, fissuration, déboîtement, absence de joint, branchements défectueux, étanchéité, etc...). Cet examen nécessite en outre un curage "à blanc" du collecteur concerné dont les frais sont imputables à l'aménageur.

### **ARTICLE 45 : CONTROLE DES RESEAUX PRIVES**

Le service de l'assainissement contrôlera la conformité d'exécution selon les règles de l'art des réseaux privés par rapport au présent règlement d'assainissement ainsi que celle des branchements.

Dans le cas où des désordres seraient constatés par le service de l'assainissement, la mise en conformité sera effectuée à la charge en premier ressort de l'aménageur ou de l'assemblée des copropriétaires.

Faute par l'aménageur ou l'assemblée des copropriétaires de respecter les obligations énoncées ci-dessus, le service de l'assainissement de la Communauté de Communes peut, après mise en demeure, procéder d'office et aux frais des intéressés aux travaux indispensables.

### **ARTICLE 46 : CAS DES LOTISSEMENTS NON RECEPTIONNES AVANT L'APPLICATION DU PRESENT REGLEMENT**

L'article 44 du présent règlement est applicable aux lotissements non réceptionnés avant la mise en application dudit règlement et une délibération du Conseil Municipal et du Conseil de Communauté concrétisera cette passation dans le domaine public.

Dans ces seules conditions, le réseau pourra, le cas échéant, être pris en compte par la Communauté de Communes, faute de quoi, l'entretien des ouvrages restera du seul ressort des propriétaires conjoints.

## **CHAPITRE VII**

### **ARTICLE 47 : AGENTS ASSERMENTES - INFRACTIONS ET POURSUITES**

Le président de la Communauté de Communes ou son représentant, aidés si nécessaire par un organisme d'analyse ou de contrôle, assermentés à cet effet, est chargé de veiller à l'exécution du présent règlement. Ils sont habilités à faire tous prélèvements et à dresser les procès-verbaux nécessaires à l'exécution de leur tâche.

Les infractions au présent règlement sont constatées par le représentant légal ou le mandataire de la collectivité. Elles peuvent donner lieu à une mise en demeure et éventuellement à des poursuites devant les tribunaux compétents.

### **ARTICLE 48 : MESURES DE SAUVEGARDE**

En cas de non-respect des conditions définies dans les conventions spéciales de déversement passées entre le service de l'assainissement et des établissements industriels, commerciaux ou artisanaux troublant gravement, soit par l'évacuation des eaux usées, soit le fonctionnement des stations d'épuration, ou portant atteinte à la sécurité du personnel d'exploitation, le service de l'assainissement pourra mettre en demeure l'utilisateur, par lettre recommandée avec accusé de réception, de cesser tout déversement irrégulier dans un délai inférieur à 48 heures.

En cas d'urgence ou lorsque les rejets sont de nature à constituer un danger immédiat, le branchement peut être obturé sur-le-champ.

### **ARTICLE 49 : FRAIS D'INTERVENTION**

Si des désordres dus à la négligence, à l'imprudence, à la maladresse ou à la malveillance d'un tiers ou d'un usager se produisent sur les ouvrages publics d'assainissement, les dépenses de tout ordre occasionnées au service à cette occasion seront à la charge des personnes qui sont à l'origine de ces dégâts, nonobstant les mesures particulières visées à l'article 46 du présent règlement.

Les sommes réclamées aux contrevenants comprendront :

- les opérations de recherche du responsable,
- les frais nécessités par la remise en état des ouvrages qui seront augmentés des majorations de dépréciation du domaine public communal et de frais généraux de 5 %.

Elles seront déterminées en fonction du temps passé, du personnel engagé et du matériel déplacé, et selon le tarif déterminé par le Conseil de Communauté.

### **ARTICLE 50 : VOIES DE RECOURS DES USAGERS**

En cas de litige, l'utilisateur qui s'estime lésé peut saisir le Tribunal Administratif de Nancy.

Quel que soit le domicile de l'abonné, les contestations entre la Communauté de Communes et lui seront portées devant le Tribunal Administratif de Nancy.

Préalablement à la saisine de ce tribunal, l'utilisateur peut adresser un recours gracieux au Président de la Communauté de Communes. L'absence de réponse à ce recours dans un délai de quatre mois vaut décision de rejet.

### **ARTICLE 51 : DATE D'APPLICATION**

Le présent règlement est mis en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2018, tout règlement antérieur étant abrogé de ce fait.

### **ARTICLE 52 : MODIFICATION DU REGLEMENT**

Des modifications au présent règlement peuvent être décidées par le Conseil de Communauté de la Communauté de Communes et adoptées selon la même procédure que celle suivie pour le règlement

initial. Toutefois, ces modifications doivent être portées à la connaissance des usagers du service six mois avant leur mise en application.

### **ARTICLE 53 : CLAUSES D'EXECUTION**

Le Secrétaire Général de la Communauté de Communes du Sânon, les agents du service de l'assainissement habilités à cet effet et le Trésorier Principal de Sânon en tant que de besoin, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent règlement.

Délibéré et voté par la Communauté de Communes dans sa séance du 25 janvier 2018.

Le Président,

Michel MARCHAL

## CAHIER DES CHARGES DE REALISATION DES BRANCHEMENTS PARTICULIERS SUR LE DOMAINE PUBLIC

### **1. DOMAINE D'APPLICATION**

Le présent document définit les caractéristiques techniques des ouvrages de branchement afin de garantir à la CCS la mise à disposition d'ouvrages conformes aux standards de conception et de qualité de la collectivité. En outre, il s'agit d'assurer la plus grande homogénéité possible sur le territoire et de permettre un suivi optimal du chantier par le service assainissement de la CCS, faute de quoi, les travaux ne seraient pas réceptionnés.

Cette annexe s'applique à toutes les opérations de création de branchements de maisons individuelles ou de collectifs neufs.

Ces prescriptions techniques s'appliquent à tout exécutant en charge de ce type de travaux, autorisés par la Communauté de Communes du Sânon (CCS).

L'exécutant s'engage à respecter en tous points les préconisations du présent document.

Les préconisations du présent document ne dispensent pas l'exécutant du respect des réglementations techniques en vigueur dans le domaine de l'assainissement, notamment le fascicule n°72 du CCTG Travaux.

### **2. PREPARATION DU CHANTIER**

L'exécutant s'engage à effectuer toutes les démarches administratives et réglementaires relatives à des travaux sur le domaine public et s'engage notamment à respecter la réglementation en matière d'intervention à proximité de réseaux concessionnaires.

Afin de justifier du respect de ces exigences, il remet à la CCS, avant tout démarrage de travaux :

- les récépissés des DT, des DT-DICT ou des DICT déposées dans les délais légaux en prévision du chantier ;
- les arrêtés de circulation et/ou les permissions de voirie requises afin d'encadrer les interventions sur le domaine public.

L'exécutant remet également un planning prévisionnel des travaux. Si ce planning doit subir des modifications, il en informe immédiatement la CCS.

### **3. DOCUMENTS D'EXECUTION**

Avant tout démarrage de travaux, l'exécutant remet à la CCS l'ensemble des documents d'exécution ci-dessous :

- les fiches techniques des fournitures et des matériaux prévus pour les travaux, notamment (liste non exhaustive) :
  - les regards de branchement ;
  - les dispositifs de recouvrement ;
  - les canalisations ;
  - les pièces de raccords ;
  - les matériaux d'apport.

**Les produits proposés seront aux normes NF et/ou CE.**

- un plan à une échelle adaptée du branchement à réaliser portant mention :
  - de l'implantation de l'ouvrage ;
  - de la profondeur par rapport au terrain naturel du fil d'eau du regard de branchement ;
  - du diamètre et de la pente de la conduite à poser.

Si elle en dispose, la CCS pourra fournir un fond de plan. Ces éléments seront fournis en 1 exemplaire papier et au format compatible avec le système informatique de la CCS (format autocad pour les plans, pdf pour les fiches techniques, shp pour les cartes SIG).

La validation par la CCS de ces éléments constitue un préalable à tout démarrage de chantier. En l'absence d'autorisation, l'exécutant n'est pas autorisé à démarrer les travaux.

#### **4. PRESCRIPTIONS TECHNIQUES**

Le branchement s'entend par l'ouvrage constitué d'un regard de branchement à passage direct et d'une conduite de diamètre adapté raccordée sur la conduite publique.

Le branchement sera d'un diamètre :

- 160 mm : en système séparatif, pour un branchement destiné exclusivement aux eaux usées ;
- 200 mm : en système unitaire, pour un branchement destiné à recueillir les eaux usées et les eaux pluviales, après collecte séparative dans la parcelle ;
- 200 mm : en système séparatif pour un branchement destiné exclusivement aux eaux pluviales ;
- Supérieur à 200 mm : une concertation avec la CCS sera organisée pour ces cas spécifiques.

Tout piquage dans un regard de visite sur le réseau public, s'il ne s'effectue pas en radier ou en cunette, sera muni d'une chute accompagnée de dimension adéquate.

##### **4.1 Regard eaux usées à écoulement direct**

Le regard de branchement sera un regard à passage direct, muni d'une cunette préformée ou maçonnée. Il sera implanté en limite de propriété sur le domaine public.

###### **4.1.1 Sur branchement de diamètre 150 mm (système séparatif) et 200 mm (système unitaire)**

Les produits seront choisis parmi la liste suivante :

- tabouret de branchement en PVC CR4, de classe de résistance D400 ;
- éléments en béton à joint souple intégré, de classe de résistance D400.

Dans tous les cas, le diamètre intérieur du regard sera de 400 mm minimum. La profondeur sera de 1m au minimum. L'ouvrage devra être étanche. Le diamètre des entrées et des sorties devra être adapté aux conduites à raccorder.

###### **4.1.2 Sur branchement de diamètre supérieur à 200 mm**

Le regard sera préfabriqué ou coulé sur place et devra être étanche. Le diamètre des entrées et des sorties devra être adapté aux conduites à raccorder. Il aura une classe de résistance de D400.

###### **4.1.3 Regard d'une profondeur supérieure à 3 m**

Les regards de branchement d'une profondeur supérieure à 3 m devront être de dimensions intérieures de 800 mm minimum. Ils seront conçus conformément aux dispositions du fascicule n°70 du CCTG applicable aux marchés de travaux et à la norme NF P 16-100.

Le regard devra être constitué d'éléments préfabriqués en béton, pourvus de joints afin de garantir l'étanchéité de l'ensemble. Les rehausses et le cône de réduction seront mis en œuvre ainsi qu'une couronne en béton armé dans laquelle sera scellé le dispositif de recouvrement. Il sera muni d'échelons de descente et d'une crosse.

Les raccordements des conduites en entrée et en sortie du regard seront traités de manière à être étanches.

###### **4.1.4 Dispositifs de recouvrement**

Les dispositifs de fermeture de regards seront en fonte, à fermeture hydraulique articulée et seront de dimensions adaptées au regard mis en œuvre. Ils pourront être :

- à cadre carré ;
- à cadre rond.

La classe de résistance sera C250 minimum.

Pour les cas spécifiques ou les regards coulés en place, l'exécutant soumettra à la CCS les caractéristiques du dispositif de recouvrement qu'il propose d'installer.

##### **4.2 Regard de visite eaux pluviales**

Les caractéristiques techniques seront identiques aux regards destinés aux eaux usées.



### **4.3 Canalisations**

Les canalisations proposées seront certifiées NF et CE. Elles seront mises en oeuvre conformément aux dispositions du fascicule n°70 du CCTG applicable aux marchés de travaux.

#### **4.3.1 Choix des matériaux**

Les matériaux seront choisis parmi la liste suivante :

- PVC CR8 classe 34 ;
- béton armé pour les canalisations de diamètre supérieur à 400 mm.

L'exécutant pourra cependant proposer d'autres matériaux. Il devra recueillir l'accord de la CCS avant mise en oeuvre.

Quel que soit le choix des matériaux, la longueur minimale des canalisations sera de 2 mètres.

#### **4.3.2 Pente**

Elle sera de 3 % minimum sauf dérogation accordée par le service de l'assainissement sur justification de la présence de contraintes techniques.

#### **4.3.3 Angle de raccordement**

Le branchement particulier formera avec le collecteur public un angle de 60° dans le sens de l'écoulement des eaux.

Une dérogation pourra être accordée par le service de l'assainissement sur justification de la présence de contraintes techniques.

#### **4.3.4 Raccordement sur collecteur public**

La jonction sur le collecteur public sera réalisée en piquage direct et sera étanche. Le percement du collecteur existant s'effectuera à l'aide d'une caroleuse adaptée au matériau rencontré. Le raccordement se fera à l'aide d'un raccord préfabriqué à joint étanche dont le modèle aura été soumis à l'agrément de la collectivité.

Lorsque la pose d'une pièce de raccord est techniquement impossible à réaliser, tout autre système sera soumis à l'accord du représentant du service assainissement de la Communauté de Communes du Sânon.

#### **4.3.5 Matériaux de remblai des fouilles – Réfection des chaussées**

Le remblai des fouilles sera réalisé conformément aux dispositions du fascicule n°70 du CCTG applicable aux marchés de travaux.

Les réfections de chaussées seront réalisées conformément au fascicule n°27 du CCTG travaux.

La coupe type et les matériaux prévus seront soumis à l'agrément de la CCS.

### **• Cas particulier des branchements sous voie départementale**

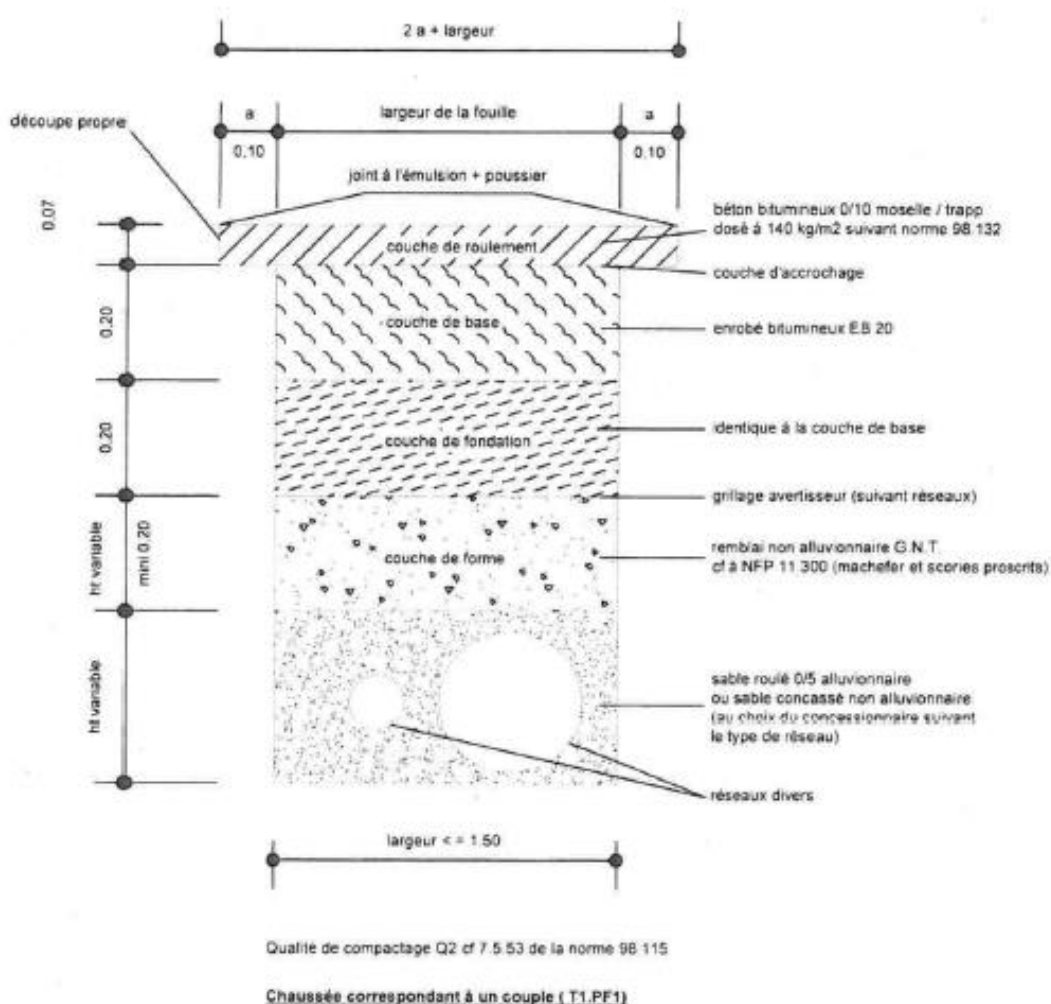
Il est à noter que les tranchées créées pour les branchements sous des voies et/ou des trottoirs gérés par le Conseil Départemental 54 (CD54) doivent faire l'objet d'une reprise conforme aux prescriptions du gestionnaire de la voirie

Les matériaux de remblai ainsi que les enrobés mis en oeuvre devront être conformes aux prescriptions du gestionnaire de la voie, telles que mentionnées dans la permission de voirie délivrée par les services du CD54 pour l'exécution des travaux (voir coupes-types ci-après).

## REMBLAIEMENT DE FOUILLE SUR ROUTE DEPARTEMENTALE

### COUPE TYPE

#### Coupe B: sous chaussée

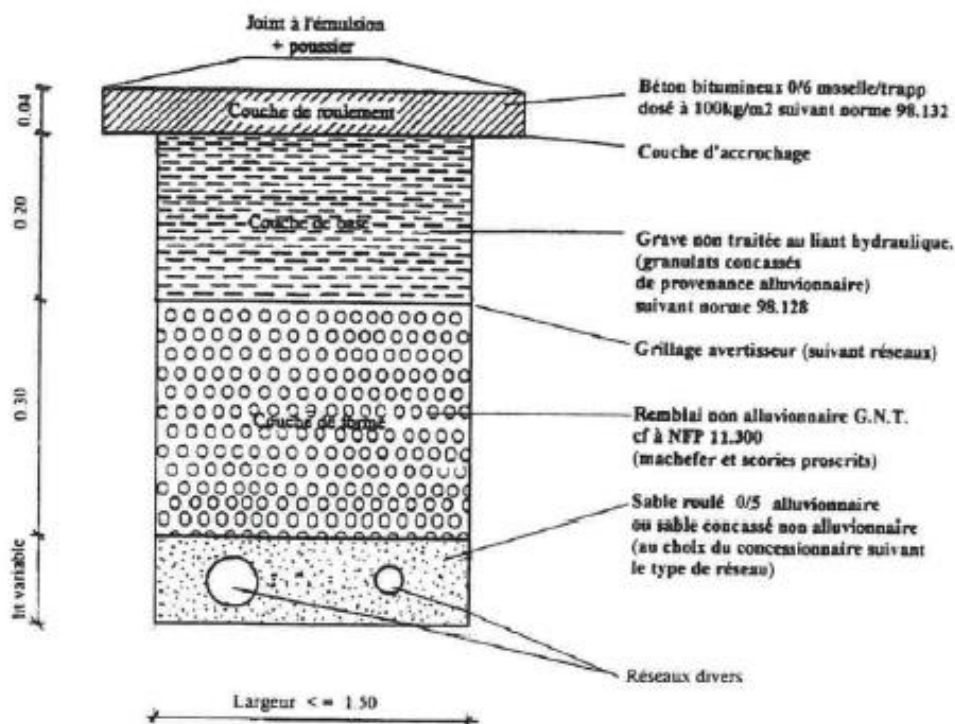


N.B. ces dispositions sont conformes à la convention du 17.06.1992 signée entre le Préfet et le Président du Conseil Général et les fournisseurs de granulats qui visent à diminuer les extractions alluvionnaires par les remblais en masse et en foule.

## REMBLAIEMENT DE FOUILLE SUR ROUTE DÉPARTEMENTALE

### COUPE TYPE

#### COUPE D : SOUS TROTTOIR



Qualité de compactage Q2 cf 7.5.53 de la norme 98.115

#### N.B.

Ces dispositions sont conformes à la convention du 17.06.1992 signée entre le Préfet et le Président du Conseil Général et les fournisseurs de granulats qui visent à diminuer les extractions alluvionnaires pour les remblais en masse et en fouille.

#### **4.4 Système anti-reflux**

Dans tous les cas où les risques de refoulement de l'égout vers les parties privatives peuvent exister, les clapets seront implantés en amont du regard de branchement, soit sur les évacuations de sous-sol, soit au refoulement des pompes éventuelles.

La CCS sera seule à juger de la nécessité d'installer ce type de dispositif qui reste aux frais et à la charge du demandeur du branchement s'agissant de son entretien.

Ces dispositifs seront installés dans un regard accessible à tout moment, situé en partie privative, afin de permettre au propriétaire d'en assurer un entretien régulier.

#### **5. RECEPTION DES OUVRAGES**

A l'issue des travaux, les ouvrages créés sont rétrocédés et intégrés au patrimoine de la collectivité.

Aussi, afin de garantir la qualité des travaux réalisés, l'exécutant devra remettre au service assainissement :

- 1 plan de récolement de l'ouvrage réalisé. Ce plan, comprenant une vue en plan et une vue en coupe et sera réalisé à une échelle pertinente. Le système de géoréférencement sera précisé lors des échanges préalables avec le demandeur et l'exécutant. Si elle en dispose, la CCS pourra fournir un fond de plan ;
- des essais d'étanchéité des conduites et du regard de branchement, conformément aux prescriptions techniques de l'Agence de l'eau Rhin-Meuse et du fascicule 70 du CCTG ;
- 1 inspection télévisée du branchement réalisé, conformément aux prescriptions techniques de l'Agence de l'eau Rhin-Meuse et du fascicule 70 du CCTG ;
- 1 essai de compactage réalisé sur la tranchée avant réfection des enrobés, conformément aux prescriptions techniques de l'Agence de l'eau Rhin-Meuse et du fascicule 70 du CCTG.

Ces éléments seront fournis en 1 exemplaire papier et au format compatible avec le système informatique de la CCS (format autocad pour les plans, pdf pour les rapports d'essais et format vidéo à soumettre pour l'inspection télévisée).

La rétrocession de l'ouvrage sera formalisée par l'établissement d'un procès-verbal, cosigné par le demandeur, l'exécutant du branchement et le Président de la CCL. L'intégration au patrimoine de la CCL sera effective dès notification de ce procès-verbal à chacune des parties.

#### **6. GARANTIE DES OUVRAGES**

La signature du procès-verbal de rétrocession ne libère pas l'exécutant de sa responsabilité au titre du parfait achèvement et de la garantie décennale due pour des ouvrages d'assainissement. La CCS conservera la possibilité d'activer ces garanties en cas de malfaçons ou de désordres intervenant ultérieurement.

**MODELE DE DEMANDE DE BRANCHEMENT  
PARTICULIER**

**CONVENTION DE DEVERSEMENT ORDINAIRE**

**AU RESEAU D'EAUX USEES ET PLUVIALES**

## DEMANDE DE BRANCHEMENT PARTICULIER

CONVENTION DE DEVERSEMENT ORDINAIRE  
AU RESEAU D'EAUX USEES ET PLUVIALESDocument à adresser au**COMMUNAUTE DE COMMUNES DU SANON**7 place de la fontaine  
54370 EINVILLE-AU-JARD

Nom et prénom du demandeur : .....

Adresse : .....

Nom et prénom du propriétaire : .....

**LIEU ET RACCORDEMENT DE LA PARCELLE**

Commune de : .....

Lieu dit : .....

Section : ..... N° de parcelle : .....

Adresse de l'immeuble à raccorder : .....

Document à joindre :

- plan de situation
- Plan d'implantation 1/500<sup>e</sup> des réseaux
- Coupe 1/50<sup>e</sup>

**NATURE DE L'IMMEUBLE**Type : ☐ Existant ☐ A construire

- 1) ☐ Habitation individuelle surface plancher (m<sup>2</sup>) : .....
- |            |                          |       |       |
|------------|--------------------------|-------|-------|
| F1         | <input type="checkbox"/> | ..... | ..... |
| F2 et F5   | <input type="checkbox"/> | ..... | ..... |
| F6 et plus | <input type="checkbox"/> | ..... | ..... |

- 2) ☐ Immeubles collectifs Surface de plancher (m<sup>2</sup>) : .....
- Nombre de logements total : .....

Précisez la décomposition : F1 ☐ .....

(Nombre de logements par catégories) F2 et F5 ☐ .....

F6 et plus ☐ .....

- 3) ☐ Autres :
- |   |  |
|---|--|
| Préciser le type de locaux                  | Préciser le diamètre du branchement eau potable :            |
| <input type="checkbox"/> Usage commercial   | <input type="checkbox"/> de 0 à 25 mm diamètre .....         |
| <input type="checkbox"/> Locaux industriels | <input type="checkbox"/> de 26 à 39 mm diamètre .....        |
| <input type="checkbox"/> Bâtiments publics  | <input type="checkbox"/> de 26 à 39 mm diamètre .....        |
|   | <input type="checkbox"/> de 40 à 59 mm diamètre .....        |
|   | <input type="checkbox"/> de 60 à 79 mm diamètre .....        |
|   | <input type="checkbox"/> de 80 à 99 mm diamètre .....        |
|   | <input type="checkbox"/> de 100 à 124 mm diamètre .....      |
|   | <input type="checkbox"/> de 125 à 149 mm diamètre .....      |
|   | <input type="checkbox"/> de 150 mm et au-delà diamètre ..... |

**MODALITES D'EXECUTION DU BRANCHEMENT**

Nom de l'entreprise : .....

Qualification : .....

Adresse : .....

Le pétitionnaire/propriétaire devra faire exécuter les travaux de création du branchement d'assainissement par une entreprise qualifiée et s'engage à respecter et faire respecter par cette entreprise les dispositions du règlement d'assainissement de la CCS ainsi que le cahier des charges relatif aux branchements particuliers sur le domaine public.

Le .....  
Signature obligatoire :

**AVIS DU SERVICE DE L'ASSAINISSEMENT**

☐

Favorable

☐

Défavorable

Observations :

.....  
.....  
.....  
.....

\*cet avis est un **accord de principe** et formalise l'autorisation de raccorder la propriété au collecteur public. Il ne vaut pas autorisation de réaliser les travaux. L'avis technique sur la conception du branchement sera formalisé lors des échanges ultérieurs.

Le Président de la CCS,  
Monsieur Michel Marchal

## **LES PRETRAITEMENTS DES REJETS D'ACTIVITES INDUSTRIELLES, COMMERCIALES, UNIVERSITAIRES OU HOSPITALIERES**

### **I - DOMAINE D'APPLICATION**

Cette annexe s'applique à tous rejets d'activités industrielles ou commerciales et en général à tous rejets autres que domestiques.

### **II - LES EAUX INDUSTRIELLES**

#### **1) Conditions générales d'admissibilité des eaux résiduaires industrielles**

Les effluents industriels devront :

- être neutralisés à un pH compris entre 5,5 et 8,5. A titre exceptionnel, lorsque la neutralisation est faite à l'aide de chaux, le pH pourra être compris entre 5,5 et 9,5,
- être ramenés à une température inférieure ou au plus égale à 30° C,
- ne pas contenir de composés cycliques hydroxylés, ni leurs dérivés halogènes,
- être débarrassés des matières flottantes, déposables ou précipitables, susceptibles, directement ou indirectement, après mélange avec d'autres effluents, d'entraver le bon fonctionnement des ouvrages ou de développer des gaz nuisibles ou incommodant les égoutiers dans leur travail,
- ne pas contenir plus de 500 mg par litre de matières en suspension (MeS),
- présenter une demande biochimique en oxygène inférieure ou au plus égale à 500 mg par litre (DbO5),
- présenter une concentration en matières organiques telle que la teneur en azote totale du liquide n'excède pas 150 mg par litre si on l'exprime en azote alimentaire, ou 200 mg par litre si on l'exprime en ions ammonium,
- ne pas renfermer de substances capables d'entraîner :

\* la destruction de la vie bactérienne des stations d'épuration,

\* la destruction de la vie aquatique sous toutes ses formes à l'aval des points de déversement des collecteurs publics dans les fleuves, cours d'eau ou canaux,

- présenter un équitox conforme à la norme AFNOR T 90.301.

*"Le rejet de l'industriel dans le réseau ne devra pas compromettre un recyclage agricole des boues d'épuration. Dans le cas d'une évolution des exigences sur la qualité des boues recyclées en agriculture, la Communauté de Communes du Sânon se réserve le droit la possibilité (si les boues ne sont pas conformes du fait du rejet de l'industriel), de suspendre l'autorisation de rejet, si l'industriel s'engage pas à prendre en charge la différence entre le coût de l'élimination des boues supporté par la Communauté de Communes du Sânon et le coût du recyclage agricole" (rappel article 25).*

### **III - NEUTRALISATION OU TRAITEMENT PREALABLE DES EAUX INDUSTRIELLES**

Afin de respecter les conditions de débit, de charge, de pH et de toxicité, l'industriel sera tenu de compléter ses installations par une série d'ouvrages tampons de capacités et de performances suffisantes.



Doivent subir une neutralisation ou un traitement préalable avant leur rejet dans les égouts publics, les eaux industrielles contenant des substances susceptibles d'entraver, par leur nature ou leur concentration, le bon fonctionnement de la station d'épuration et notamment :

- des acides libres,
- des matières à réaction fortement alcalines en quantité notables,
- certains sels à forte concentration et en particulier des dérivés de chromates et bichromates,
- des poisons violents et notamment des dérivés de cyanogène,
- des hydrocarbures, des huiles, des graisses et des féculs,
- des gaz nocifs ou des matières qui, au contact de l'air dans les égouts, deviennent explosifs,
- des matières dégageant des odeurs nauséabondes,
- des eaux radioactives,
- des germes de maladies contagieuses.

### 3) Valeurs limites des substances nocives dans les eaux industrielles

- Fer	FE	1 mg/l
- Aluminium	AL	19 mg/l
- Magnésie	Mg (OH) 2	300 mg/l
- Cadmium	Cd	3 mg/l
- Sulfate	SO4	400 mg/l
- Chrome	Cr	2 mg/l trivalent - 0,1 mg/l hexavalent
- Chromates	CrO3	
- Cuivre	Cu	1 mg/l
- Cobalt	Co	2 mg/l
- Zinc	Zn	15 mg/l
- Mercure	Hg	0,1 mg/l
- Nickel	Ni	2 mg/l
- Argent	Ag	0,1 mg/l
- Plomb	Pb	0,1 mg/l
- Chlore libre	Cl2	3 mg/l
- Arsenic	As	1 mg/l
- Sulfures	S	1 mg/l
- Fluorure	F	10 mg/l
- Cyanure	CN	0,5 mg/l
- Nitrites	NO2	10 mg/l
- Phenol	C6H5 (OH)	5 mg/l
- Etain	Sn	0,1 mg/l
TOTAL METAUX		15 mg/l

Cette liste n'est pas limitative.

### 4) Modification de la nature des effluents

Toute modification quant à la nature des fabrications susceptibles de transformer des effluents, devra être signalée au service de l'assainissement de la Communauté de Communes du Sânon, conformément à l'article 19.

Dans le cas où une nouvelle fabrication serait entreprise, une nouvelle autorisation devra être sollicitée et pourra éventuellement faire l'objet d'un avenant à la convention spéciale de déversement des eaux usées industrielles au réseau d'assainissement.

## III - LES SEPARATEURS

### 1) Séparateurs à graisse

Des séparateurs de graisses préalablement agréés par la Communauté de Communes du Sânon devront être installés lorsqu'il s'agit d'évacuer des eaux grasses et gluantes provenant de restaurants, cantines, établissements hospitaliers, boucheries, charcuteries, huileries, abattoirs, conserveries, etc...

## ***ANNEXE 2 a***

Les séparateurs à graisses devront pouvoir emmagasiner autant de fois 40 litres de graisses ou matières légères par l/s du débit.

Les séparateurs à graisses devront assurer une séparation de 92 % minimum.

Le séparateur à graisses devra être conçu de telle sorte :

- qu'il ne puisse être siphonné par l'égout,
- que le ou les couvercles puissent résister aux charges de la circulation s'il y a lieu,
- que l'espace compris entre la surface des graisses et le couvercle soit ventilé par la canalisation d'arrivée.

Les séparateurs à graisses seront précédés d'un débourdeur destiné à provoquer la décantation des matières lourdes, à ralentir la vitesse de l'effluent et abaisser sa température.

Le débourdeur devra avoir une contenance utile d'au moins 40 l d'eau par l/s du débit.

Les appareils de drainage des eaux résiduaires vers le séparateur devront être munis d'un coupe-odeur.

Au cas où l'utilisation d'une pompe de relevage serait nécessaire pour évacuer les eaux résiduaires, celle-ci devra être placée en aval du séparateur afin de ne pas provoquer d'émulsions qui gêneraient la bonne séparation des graisses.

Afin de permettre une vidange rapide et d'éviter de ce fait les mauvaises odeurs, les séparateurs de graisses devront être placés en des endroits accessibles aux camions citernes équipés d'un matériel spécifique d'aspiration.

### **2) Séparateurs à féculs**

Certains établissements (restaurants, cantines et industries alimentaires) devront prévoir sur la conduite d'évacuation des eaux usées un appareil retenant les féculs de pomme de terre.

Le séparateur sera uniquement raccordé sur l'éplucheuse directement à la sortie et le plus près possible de celle-ci.

Cet appareil, dont les caractéristiques seront soumises à l'approbation, comprendra deux chambres visitables :

- la première chambre sera munie d'un dispositif capable de rabattre les mousses et d'un panier permettant la récupération directe des matières plus lourdes,
- la deuxième chambre sera une simple décantation.

Les séparateurs devront être implantés à des endroits accessibles, de façon à faciliter leur entretien.

Le ou les couvercles devront être capables de résister aux charges de la circulation s'il y a lieu.

Les eaux résiduaires émanant du séparateur devront être évacuées directement à l'égout.

En aucun cas, les eaux résiduelles chargées de féculs ne pourront être dirigées vers une installation de séparation des graisses.

### **3) Séparateurs à hydrocarbures et fosses à boue**

Conformément à la loi sur les établissements classés du 19 décembre 1917 et aux instructions du Ministre du Commerce en date du 6 juin 1953, les garages, stations-service et établissements commerciaux ou industriels en général ne doivent pas rejeter dans les égouts publics, particuliers ou au caniveau, des hydrocarbures en général et particulièrement des matières volatiles telles que le benzol, l'essence... qui, au contact de l'air, forment des mélanges explosifs.

## ***ANNEXE 2 a***

Les ensembles de séparations devront être soumis à l'approbation de l'administration et se composeront de deux parties principales : le débourbeur et le séparateur, le dispositif devant être accessible aux véhicules de nettoyage (citernes aspiratrices).

Les séparateurs à hydrocarbures devront pouvoir emmagasiner autant de fois 10 litres d'hydrocarbures qu'ils supporteront de l/s du débit.

Ils devront avoir un pouvoir séparatif de 97 % (selon DIN 1999) au moins et ne pourront en aucun cas être siphonnés par l'égout. La concentration en hydrocarbures sera de 5 mg / litre maximum en aval du séparateur. Le séparateur devra être capable d'absorber le premier quart d'heure d'une pluie décennale.

En outre, lesdits appareils devront être munis d'un dispositif d'obturation automatique qui bloquera la sortie du séparateur lorsque celui-ci aura emmagasiné un maximum en hydrocarbures afin d'éviter tout accident au cas où les installations n'auraient pas été entretenues en temps voulu.

Les séparateurs devront être ininflammables et leurs couvercles capables de résister aux charges de la circulation s'il y a lieu.

Les couvercles des séparateurs ne devront en aucun cas être fixés à l'appareil.

Un débourbeur de capacité appropriée au débit du séparateur et à la quantité minimum de boue à retenir de 100 l par l/s du débit du séparateur, devra être placé en amont de celui-ci. Il aura pour rôle de provoquer la décantation des matières lourdes et de diminuer la vitesse de l'effluent. Cet appareil est obligatoire pour les immeubles où il y a la possibilité de garer et laver plus de 10 voitures. Les appareils de collecte des eaux résiduaires ne devront pas avoir de garde d'eau.

Au cas où l'utilisation d'une pompe de relevage serait nécessaire pour évacuer les eaux résiduaires, celle-ci devra être placée en aval du séparateur afin de ne pas provoquer d'émulsions qui gênerait la bonne séparation des hydrocarbures dans ledit appareil.

Le dimensionnement des séparateurs sera fonction des débits considérés et des facteurs susceptibles d'influencer sur la qualité de séparation (détergent, densité...).

### **4) Entretien des séparateurs**

Un contrat d'entretien et de vidange des séparateurs doit être souscrit avec une entreprise spécialisée dans la vidange des produits à extraire, ainsi que les certificats de destruction des matières de vidange.

Le propriétaire de l'installation devra fournir à la Communauté de Communes du Sânon la preuve que ces équipements sont toujours en bon état de fonctionnement.

Les matières de vidanges extraites devront être retraitées dans des installations qui permettent leur élimination.

**MODELE DE CONVENTION FIXANT LES MODALITES**

**D'ADMISSION D'UN EFFLUENT INDUSTRIEL**

**DANS LE RESEAU PUBLIC D'ASSAINISSEMENT**

**DE LA COMMUNAUTE DE COMMUNES**

**DU SANON**

**CONVENTION FIXANT LES MODALITES D'ADMISSION D'UN EFFLUENT  
INDUSTRIEL DANS LE RESEAU PUBLIC D'ASSAINISSEMENT  
DE LA COMMUNAUTE DE COMMUNES DU SANON**

Entre :

*La Communauté de Communes du Sânon,  
représentée par son Président,  
agissant en vertu d'une délibération en date du  
  
ci-après désigné par "la collectivité",*

d'une part,

et

*La Société  
inscrite au registre de commerce de  
et immatriculée à l'INSEE sous le n°  
représentée par M.  
agissant en qualité de  
  
ci-après désigné par "l'industriel",*

d'autre part,

Il a été convenu ce qui suit :

**Article 1 – AUTORISATION**

L'industriel est autorisé à déverser dans le réseau d'assainissement de la Collectivité les eaux usées produites par son entreprise. La présente convention fixe les conditions de la participation spéciale en contrepartie de laquelle la Collectivité accepte d'accorder la présente autorisation.

**Article 2 – OBLIGATIONS DE LA COLLECTIVITE**

La Collectivité se charge de faire fonctionner la station d'épuration et les ouvrages annexes et d'assurer l'évacuation et l'élimination des résidus de traitement, en conformité avec la réglementation en vigueur et en respect des normes définies par les Administrations compétentes et l'Agence Financière de Bassin RHIN-MEUSE.

Ces missions peuvent être exécutées en régie directe ou confiées à un tiers.

**Article 3 – CARACTERISTIQUES DES EFFLUENTS**

L'autorisation visée à l'article 1 est accordée pour des rejets présentant les caractéristiques maximales suivantes :

<b>* Volume journalier par temps sec</b>	<b>= vo=</b>	<b>m3/jour</b>
<b>* Charge journalière de demande chimique en Oxygène (DCO eb)</b>	<b>=co=</b>	<b>Kg/jour</b>

* Charge journalière de matière en suspension (MEST)	=mo=	Kg/jour
* Charge journalière en Azote (NTK)	= no=	Kg/jour
* Charge journalière en Phosphore (Ptotal)	= po=	Kg/jour

Les valeurs seront revues après un an de fonctionnement et feront l'objet d'un avenant si nécessaire.

En outre, les effluents doivent respecter les conditions générales d'admissibilité fixées par le Règlement d'Assainissement de la Collectivité ou rester dans les limites des dérogations et caractéristiques suivantes :

- \* PH compris entre 5.5 et 9.5
- \* absence de matières toxiques décelées, par exemple, par le test ATP, aux conditions réelles de dilution de l'effluent industriel.

L'industriel est tenu d'informer la Collectivité avant tout changement en nature ou en importance de ses activités, susceptible de modifier les caractéristiques de ses rejets.

Cette modification fera l'objet d'un avenant.

## **Article 4 – PARTICIPATION SPECIALE**

En contrepartie de l'autorisation visée à l'article 1, l'Industriel s'engage à verser à la Collectivité une participation établie comme suit :

### **A – Participation aux dépenses de premier établissement :**

Elle est calculée selon la formule :  $R_i = IK$

avec  $K = 0,30 \times \frac{V_o}{M} + 0,30 \times \frac{C_o}{M} + 0,2 \frac{m_o}{N} + 0,15 \frac{n_o}{P} + 0,05 \frac{p_o}{P}$

dans laquelle :

- $R_i$  représente la participation annuelle de l'Industriel aux dépenses de premier établissement.
- $I$  représente le montant annuel total des amortissements techniques inscrit au budget de la Collectivité au titre de la station d'épuration.
- $K$  représente le coefficient de participation de l'Industriel à ces amortissements.
- $vo$ ,  $co$  et  $mo$  correspondent aux caractéristiques des effluents de l'Industriel conformément à l'article 3 soit :

$vo =$  m3/jour

$co =$  Kg/jour

$mo =$  Kg/jour

$no =$  Kg/jour

$po =$  Kg/jour

- $Vo$ ,  $Co$ ,  $Mo$ ,  $No$  et  $Po$  correspondent aux caractéristiques de dimensionnement des ouvrages de la station d'épuration, soit :  $Vo =$  m3/jour

$Co =$  Kg/jour

Mo = Kg/jour

No = Kg/jour

Po = Kg/jour

En cas d'agrandissement de la station, les chiffres seront adaptés au nouveau dimensionnement.

En application de cette formule, le coefficient de participation K donne en l'espèce la valeur :

K =

Arrondi à

### **B – Participation aux dépenses d'entretien et d'exploitation :**

Elle est calculée selon la formule :

$$f = F ( 0,2 K + 0,20 \underset{V}{y} + 0,20 \underset{C}{c} + 0,20 \underset{M}{m} + 0,15 \underset{N}{n} + 0,05 \underset{P}{p} )$$

dans laquelle :

- f correspond à la participation annuelle de l'Industriel aux dépenses d'entretien et d'exploitation de la station d'épuration.
- F correspond aux frais de fonctionnement de la station, après déduction des primes pour épuration versées par l'Agence de Bassin RHIN-MEUSE ; ces frais comprennent :

Les frais d'exploitation et d'entretien courants comportant, en particulier, les dépenses en personnel, énergie et matières consommables,

- ◆ les frais d'évacuation des résidus du traitement
- ◆ les frais d'analyses et de contrôles,
- ◆ les frais de gros entretien des équipements,
- ◆ les charges générales induites par la collecte et le traitement des eaux usées.

Le montant déduit des frais de fonctionnement au titre des primes pour épuration versées à la Collectivité par l'Agence ne saurait être inférieur au montant théorique de ces primes calculé sur les bases suivantes :

- pollution industrielle éliminée : pollution industrielle rejetée dans le réseau X coefficient d'abattement réglementaire à la station d'épuration soit 85 % pour la DCO eb, 92% pour MEST, 85% pour NTK, 80% pour P).
- v, c, m, n et p correspondent aux caractéristiques réelles des effluents rejetés par l'Industriel, pour v, le volume annuel et pour c, la charge annuelle en DCO eb et pour m la charge annuelle de MEST.

Les valeurs de v, c, m, n et p sont calculées à partir de l'ensemble des résultats disponibles en donnant un poids égal aux valeurs découlant des mesures effectuées par la Collectivité et par des organismes indépendants, d'une part, et aux valeurs provenant des auto-contrôles effectués par l'Industriel, d'autre part. Seuls, les jours d'activité de l'Industriel, y compris les jours d'activité réduite et les périodes de nettoyage ou d'entretien, sont pris en compte pour déterminer v, c, n, m et p.

- V, C, M, N et P correspondent aux caractéristiques réelles des effluents admis dans les installations de la Collectivité, soit :

V : volume annuel admis sur la station d'épuration,

C : charge annuelle de DCO eb reçue par la station ,

M : charge annuelle en MEST reçue par la station,

N : charge annuelle en NTK reçue par la station,

P : charge annuelle en Ptotal reçue par la station.

### **Article 5 – MODALITES DE REGLEMENT DE LA PARTICIPATION SPECIALE**

#### **A – Participation aux frais de premier établissement**

Elle est payable annuellement, au cours du premier trimestre civil, simultanément au premier acompte provisionnel de la participation aux frais de fonctionnement comme précisé ci-dessous sous B.

Pour la première année, la participation est calculée selon la formule :

$$\frac{R_i \times n}{365}$$

dans laquelle

- Ri correspond à la participation annuelle de l'Industriel calculée comme indiqué à l'article 4.
- n est égal au nombre de jours entre la date de raccordement de la convention et la fin de l'année civile en cours.

#### **B- Participation aux frais de fonctionnement**

Des appels de fonds semestriels constituant provisions, établis sur la base des dépenses prévisionnelles sont faits par la Collectivité au cours de la 1<sup>ère</sup> quinzaine de chaque semestre civil.

Ces appels de fonds font apparaître la TVA incluse dans les frais de fonctionnement de la station d'épuration.

Au vu de l'arrêté définitif des comptes, la Collectivité détermine la participation réelle de l'Industriel aux frais de fonctionnement de la station d'épuration durant l'année écoulée et répercute l'incidence en hausse ou en baisse sur la prochaine échéance semestrielle sur la base du compte administratif de la Collectivité .

L'arrêté des comptes est adressé à l'Industriel simultanément à l'appel des fonds pour le deuxième semestre de chaque année civile.

Le règlement effectif de la participation par l'Industriel doit intervenir dans les quarante cinq jours suivant la réception de l'appel de fonds de la Collectivité.

Tout retard dans les versements entraîne automatiquement l'application d'une majoration calculée comme les intérêts moratoires applicables aux marchés publics de travaux.



**Article 6 – CONTROLES**

La Collectivité réalise les contrôles nécessaires au suivi du fonctionnement des installations ; en particulier, elle procède aux mesures journalières des volumes reçus à la station d'épuration. Elle mesure également les concentrations et charges polluantes obligatoires auto-contrôlées de la Collectivité, en entrée et en sortie de l'installation d'épuration. L'Industriel peut avoir accès à l'ensemble de ces données.

Le point de rejet de l'Industriel dans le réseau d'assainissement public doit comporter les aménagements permettant la mesure et l'enregistrement permanents des débits et volumes rejetés ainsi que l'échantillonnage permanent des eaux résiduaires en vue d'analyses. L'industriel consigne sur un cahier tenu à la disposition de la Collectivité les résultats des auto-contrôles réalisés suivant la grille ci-après :

**Paramètres :****Fréquences :**

Volumes journaliers	Journalière
DCO	Hebdomadaire
MEST	Hebdomadaire
NTK	Contrôle extérieur
P	Contrôle extérieur

En outre, au cours des trois périodes de 24 heures réparties sur l'année, un organisme, agréé par la Collectivité et l'Industriel, effectue un bilan complet sur les rejets de l'Industriel en procédant à une mesure continue des débits, au prélèvement d'échantillons et à l'analyse de tous les paramètres nécessaires, conformément à un cahier des charges qui est approuvé par les deux parties concernées.

La Collectivité assure la maîtrise d'ouvrage des contrôles extérieurs, étant précisé que les dépenses afférentes à ces contrôles ne sont supportées qu'à concurrence de 25% par l'Industriel, sauf si les contrôles démontrent que les effluents ne sont pas conformes aux stipulations de la présente convention, auquel cas leur coût est intégralement supporté par l'Industriel.

La Collectivité peut si elle le juge utile, faire effectuer à ses frais des contrôles supplémentaires sur les rejets de l'Industriel en conformité avec le cahier des charges précité. Si ces contrôles supplémentaires révèlent une non conformité des effluents aux stipulations de la présente convention, leur coût est intégralement mis à la charge de l'Industriel. Les résultats de tous ces contrôles sont communiqués trimestriellement à l'Agence de Bassin ainsi qu'à la Collectivité.

Les contrôles de l'organisme agréé et les contrôles éventuels de la Collectivité ont, en outre, pour objet de vérifier la fidélité des auto-contrôles de l'Industriel.

**Article 7 – MODIFICATION DES CARACTERISTIQUES DES EFFLUENTS**

**A) –** Lorsque les mesures et analyses effectuées par l'Industriel, la Collectivité ou tout autre organisme reconnu par les deux parties, montrent que si une ou plusieurs valeurs  $v_o$ ,  $c_o$ ,  $m_o$ ,  $n_o$  et  $p_o$  définies à l'article 4 sont dépassées, il convient de distinguer deux cas :

\* Ils ne concernent, sur une année, pas plus de 10% en nombre, ou 20% en valeur des auto-contrôles ou  $\frac{2}{3}$  des contrôles extérieurs, effectués sur les volumes et charges journalières : dans ce cas, les dépassements sont considérés comme exceptionnels et accidentels et les seules conséquences pour l'Industriel se situent au niveau des termes proportionnels des formules figurant à l'article 4-B et permettent de calculer la participation aux dépenses d'entretien et de fonctionnement : le coefficient  $k$  utilisé dans ce même article et défini à l'article 5 n'est donc pas modifié.

\* Les dépassements concernent, sur une année, plus de 10% en nombre, ou 20% en valeur de tous les auto-contrôles ou  $\frac{2}{3}$  des contrôles extérieurs : dans ce cas et après investigations techniques complémentaires, la Collectivité peut proposer à l'Industriel un avenant à la présente convention de façon à prendre en compte de nouvelles valeurs pour  $v$ ,  $c$ ,  $n$ ,  $m$  et  $p$  à déterminer une participation complémentaire aux frais de premier établissement. A défaut d'accord de l'Industriel, la convention peut être résiliée conformément à l'article 9.

**B) –** D'une façon générale, en cas de modification notable des caractéristiques des effluents telles que définies par l'article 3, la Collectivité propose à l'Industriel l'établissement d'un avenant. A défaut d'accord, la convention est résiliée conformément à l'article 11.

### **Article 8 – REDEVANCE D'ASSAINISSEMENT**

La part de la redevance d'assainissement correspondant aux frais de collecte et de transport des effluents de l'Industriel dans les ouvrages publics reste due suivant le tarif applicable aux rejets domestiques.

Le volume pris en compte pour l'assiette de cette redevance est celui réellement rejeté soit  $v$  défini à l'article 4.

### **Article 9 – CESSATION D'ACTIVITE DE L'INDUSTRIEL**

En cas de cessation d'activité, l'Industriel avisera la Collectivité de cette cessation par lettre recommandée avec accusé de réception.

Dans ce cas, la participation spéciale sera décomposée au prorata de la durée de son activité dans l'année civile en cours. L'Industriel s'engage à obtenir le respect de la présente convention par tout tiers à qui il céderait l'exploitation de ses installations.

Toutefois, la Collectivité sera toujours en droit d'imposer au cessionnaire l'établissement d'une nouvelle convention, notamment en cas de changement notable d'activité entraînant une modification des caractéristiques des effluents.

**Article 10 – PENALITE**

En cas de non-respect par l'Industriel de l'une quelconque des stipulations de la présente convention, l'Industriel est alors immédiatement assujéti à verser à la Collectivité une pénalité dont le montant sera égal à deux fois la participation de l'année précédente.

**Article 11 – RESILIATION**

Si le rejet conduit à une remise en cause du fonctionnement de la station, la présente convention sera résiliée de plein droit après une mise en demeure, par lettre recommandée avec accusé de réception.

**Article 12 – DUREE DE LA CONVENTION**

La durée de la présente convention est fixée à vingt ans. Elle est ensuite prorogée annuellement par tacite reconduction.

**Article 13 – DATE D'EFFET**

La présente convention prend effet à compter de la date de signature par les représentants des parties concernées.

Fait à \_\_\_\_\_, le \_\_\_\_\_  
(en triple exemplaire)

Pour l'Industriel,

Pour la Collectivité,

## DISPOSITIONS TECHNIQUES DES OUVRAGES D'ASSAINISSEMENT

### RESEAUX PRIVES

#### I - DOMAINE D'APPLICATION

Ces annexes s'appliquent à toutes les opérations de lotissements, de permis groupés, d'immeubles collectifs, de zones industrielles et de ZAC.

#### II - RESEAU PRINCIPAL

Dans tous les cas, le réseau principal sera de type séparatif. La détermination du type de réseau est fixée par le service d'assainissement de la Communauté de Communes du Sânon, notamment en fonction du secteur desservi.

##### II - 1 - Prescriptions générales :

Tous les tuyaux et leurs accessoires, ainsi que toutes les fournitures et matériaux entrant dans la composition des ouvrages devront satisfaire aux prescriptions du nouveau fascicule 70, C.C.T.G. en vigueur au moment du dépôt du permis, de l'instruction de 1977 et du cahier des prescriptions techniques de l'Agence de l'Eau Rhin-Meuse. Seuls les tuyaux garantis étanches par les fabricants et éprouvés en usine seront admis.

##### II - 2 - Diamètre :

Le diamètre intérieur minimal sera de 300 mm en unitaire et de 200 mm en système séparatif eaux usées.

##### II - 3 - Longueur :

Chaque tuyau aura une longueur minimale de 2 mètres.

##### II - 4 - Matériaux :

Les matériaux seront choisis parmi la liste suivante et devront être compatibles avec les matériaux utilisés pour les branchements :

- béton armé, série 135 A, à emboîtement et muni d'un joint élastomère incorporé en usine
- P.V.C. classe 34 ou CR8
- fonte ductile.

##### II - 5 - Mise en place :

Les tuyaux seront posés en ligne droite avec une pente compatible avec une vitesse d'autocurage n'atteignant cependant pas la vitesse maxi de 4 m/s.

##### II - 6 - Regard (schéma n° 6 de l'annexe 3) :

Un regard de visite sera placé à chaque changement de direction de même qu'à toutes les intersections de réseaux et sur les parties droites à des distances maximum de 60 m.

Seuls les regards en éléments circulaires préfabriqués ou coulés sur place seront acceptés.

**Pour les collecteurs de diamètre inférieur ou égal à 600 mm, les regards seront réalisés avec des éléments préfabriqués.**

Ces regards auront un diamètre intérieur minimum de 1 m avec cône ou dalle de réduction 1000-600.

Chaque rehausse sera dotée d'un joint d'étanchéité (technique étanche).

La fermeture sera assurée par des tampons ventilés en acier moulé "série lourde" pour chaussée de type Pont-à-Mousson "PAMREX", ou similaire :

- tampon de regard  
ouverture 600 mm  
ventilé cadre rond  
ventilé cadre carré.

Des chutes pourront être tolérées dans les regards en fonction du diamètre et de la pente des canalisations, le concepteur prévoira dans ce cas le renforcement du radier.

Une cunette sera réalisée en fond de regard afin qu'il n'y ait pas d'interruption du fil d'eau ni décantation dans le regard.

Les regards seront munis d'échelons ou d'échelle inoxydables jusqu'à 30 cm du radier sans faire obstacle au bon écoulement du réseau.

### II - 7 - Evacuation des eaux pluviales des espaces collectifs :

Pour les chaussées bordées par un trottoir, l'évacuation se fera par des bouches avaloirs avec engouffrement de profil A ou T, suivant le type de bordures placées au point bas et tous les 200 m<sup>2</sup> de surface imperméabilisée. Les encadrements seront scellés sur des regards préfabriqués ou exceptionnellement coulés en béton.

Sous chaussée, les types seront les suivants :

- plaque de recouvrement profil A,
- plaque de recouvrement profil T,
- avaloir profil T,
- grille type AT 500 x 500.
- Autres types en accord avec la Communauté de Communes du Sânon

Dans le cas de chaussée sans trottoir ou de parking, l'évacuation se fera par des grilles plates ou concaves suivant le type de caniveau, de dimensions 500 X 500 minimum, en fonte ductile, à savoir :

- grille carrée type marché commun,
- grille plate auto-verrouillables à joint néoprène,
- grille concave carrée auto-verrouillables à joint néoprène.

Le scellement des grilles carrées se fera sur le même type de regard que pour les bouches avaloirs sous trottoir.

### II – 8 – Accord de la collectivité :

L'accord du service d'assainissement sur les modèles d'ouvrage, leurs fermetures et les systèmes inodores proposés est obligatoire avant la réalisation des travaux.

## **III - BRANCHEMENTS PARTICULIERS SUR DOMAINE PUBLIC OU FUTUR DOMAINE PUBLIC ET RESEAU INTERIEUR DE CHAQUE PARCELLE**

Ils seront réalisés en séparatif ou en unitaire suivant l'annexe n° 1 du présent règlement.

## **IV - SYSTEME DE RETENTION**

Tout projet de lotissement, permis groupés, immeuble collectif, ZI, ZAC, ne devra pas engendrer d'apport d'eau supérieur à la capacité résiduelle du collecteur existant déterminée par le Service de l'Assainissement.

Toute technique de limitation de débit d'eaux pluviales pourra être proposée.

**V - ESSAIS D'ETANCHEITE SUR LES RESEAUX PRINCIPAUX ET SUR BRANCHEMENT**

L'aménageur devra réaliser des essais d'étanchéité à l'eau sur tous les tronçons et regards du réseau eaux usées, les branchements particuliers compris, pour son propre compte.  
Le contrôle portera sur 100 % des canalisations, regards et branchements compris.

Deux cas sont à considérer :

- a) tous les contrôles sont satisfaisants. Il n'est alors pas nécessaire d'engager d'autres essais.
- b) certains contrôles ne sont pas satisfaisants : l'aménageur devra effectuer les travaux nécessaires ou en cas d'insuffisances graves, procéder au remplacement des canalisations et regards.

Les travaux correspondants seront entièrement à sa charge.

Lorsqu'il aura été remédié aux défaillances, tous les tronçons et regards ainsi réfectionnés sont éprouvés.

L'opération sera répétée jusqu'à ce que les résultats obtenus soient positifs.

Les essais se dérouleront comme il est stipulé dans le cahier des prescriptions techniques de l'Agence de Bassin Rhin-Meuse et de la réglementation en vigueur.

**VI - RACCORDEMENTS DES LOTISSEMENTS**

Les travaux de raccordement des lotissements sur les réseaux pourront être effectués par le lotisseur sous le contrôle de la Communauté de Communes du Sânon.

Le raccordement se fera obligatoirement sur un regard existant ou à créer.

La demande de raccordement sera faite par écrit par le lotisseur au service d'assainissement

Le lotisseur devra, dans les délais qui lui seront fixés par le Receveur Municipal, assurer le règlement des frais de raccordement et la participation financière.

Dans l'hypothèse où il ne se conformerait pas à ces obligations, la Communauté de Communes du Sânon se réserve le droit d'obturer le raccordement.

**VII - DOCUMENTS A FOURNIR AU SERVICE DE L'ASSAINISSEMENT DE LA COMMUNAUTE DE COMMUNES DU SANON****VII - 1 - Avant exécution (pendant le délai d'instruction du permis)**

Les plans précis du réseau d'assainissement, échelle 1/200<sup>e</sup> à 1/500<sup>e</sup> (vue en plan, profils, etc) du lotissement projeté devront être soumis pour avis au service de l'assainissement du syndicat.

Devront être joints à ces plans, une nomenclature précise de tous les matériaux utilisés, ainsi qu'une note de calcul dimensionnant les réseaux et le système de rétention.

**VII - 2 - Après exécution**

Le plan de recollement accompagné d'un plan de situation sera fourni à la Communauté de Communes du Sânon à l'échelle 1/500<sup>e</sup> minimum en coordonnées Lambert (et en coordonnées numériques) exécuté par un géomètre agréé. Ces plans, fournis en 3 exemplaires papier et un contre-calque (+ disquette informatique 3'5 – compatible avec le système logiciel de la Communauté de Communes du Sânon, comprendront :

- le nivellement dans le système IGN 69 et le repérage par rapport à des points fixes :
  - . des tampons de regard
  - . du radier des collecteurs
  - . des regards de branchements (radiers et tampons)
  - . des points de raccordements des branchements particuliers sur le collecteur principal
  - . des ouvrages de recueil d'eaux pluviales
  - . des chutes

- le repérage par rapport à des points fixes de tous les tampons
- le diamètre et la nature des canalisations
- le sens d'écoulement
- les pentes entre chaque regard de visite
- le détail des ouvrages spécifiques
- le nom des rues, ruelles, placettes.

### **VIII - SUIVI DES TRAVAUX**

La Communauté de Communes du Sânon devra être prévenue au moins 15 jours avant le démarrage des travaux.

Le service de l'assainissement sera invité à assister à toutes les réunions de chantier et un compte-rendu sera envoyé à la Communauté de Communes du Sânon.

Les essais d'étanchéité seront contrôlés après passage caméra et un procès-verbal sera établi.

Le compactage du lit de pose et de l'enrobage du tuyau sera contrôlé par un laboratoire agréé.

### **IX - DEMANDE DE CLASSEMENT**

La demande de classement devra être accompagnée d'un dossier technique comportant tous les documents cités au paragraphe VI, ainsi qu'un plan d'arpentage et un plan définissant les limites des futurs domaines publics et privés. Lorsque les réseaux principaux seront situés sur domaine privé, un acte notarié établira un droit de tréfonds au profit de la Communauté de Communes du Sânon. Il sera cédé au franc symbolique. L'acte sera publié aux hypothèques aux frais du lotisseur.

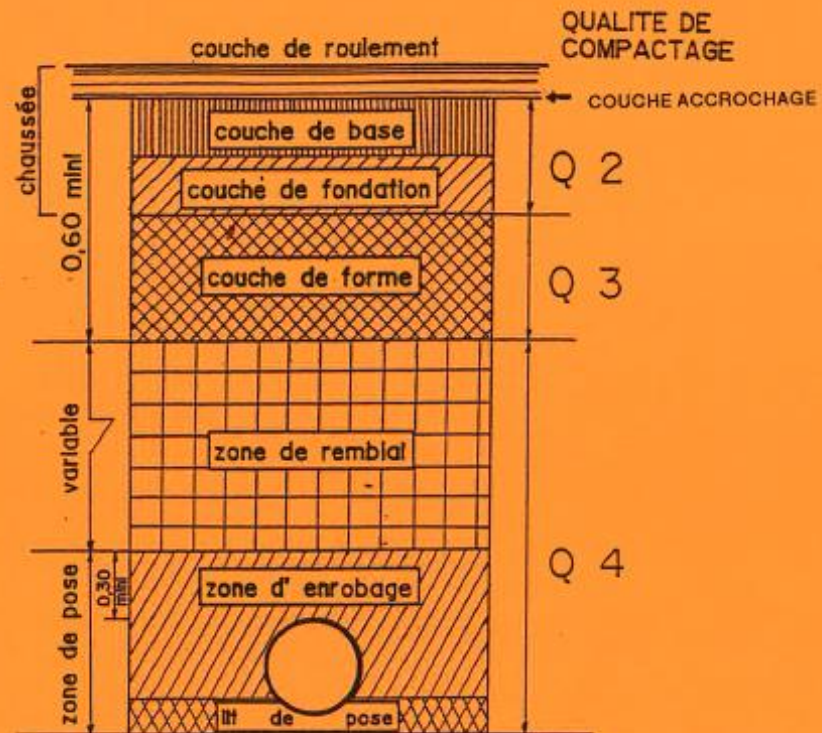
Il est rappelé qu'un nettoyage du réseau et une visite caméra seront systématiquement effectués au moment de la demande de classement ; ces travaux seront facturés au pétitionnaire.

### **X - SCHEMAS TYPES**

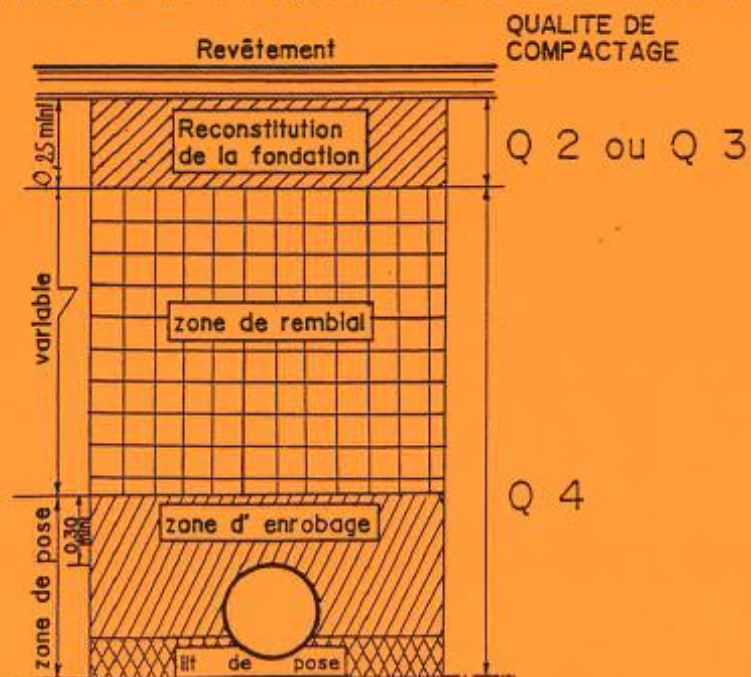
- N° 1 A - Pose de canalisation en tranchée
- N° 1 B - Coupes types sur chaussées
- N° 2 - Regard de branchement
- N° 3, 4 et 5 - Raccordements divers
- N° 6 - Regard de visite

## POSE DE CANALISATIONS EN TRANCHEE SOUS CHAUSSEE

## PRINCIPE DE REMBLAIEMENT

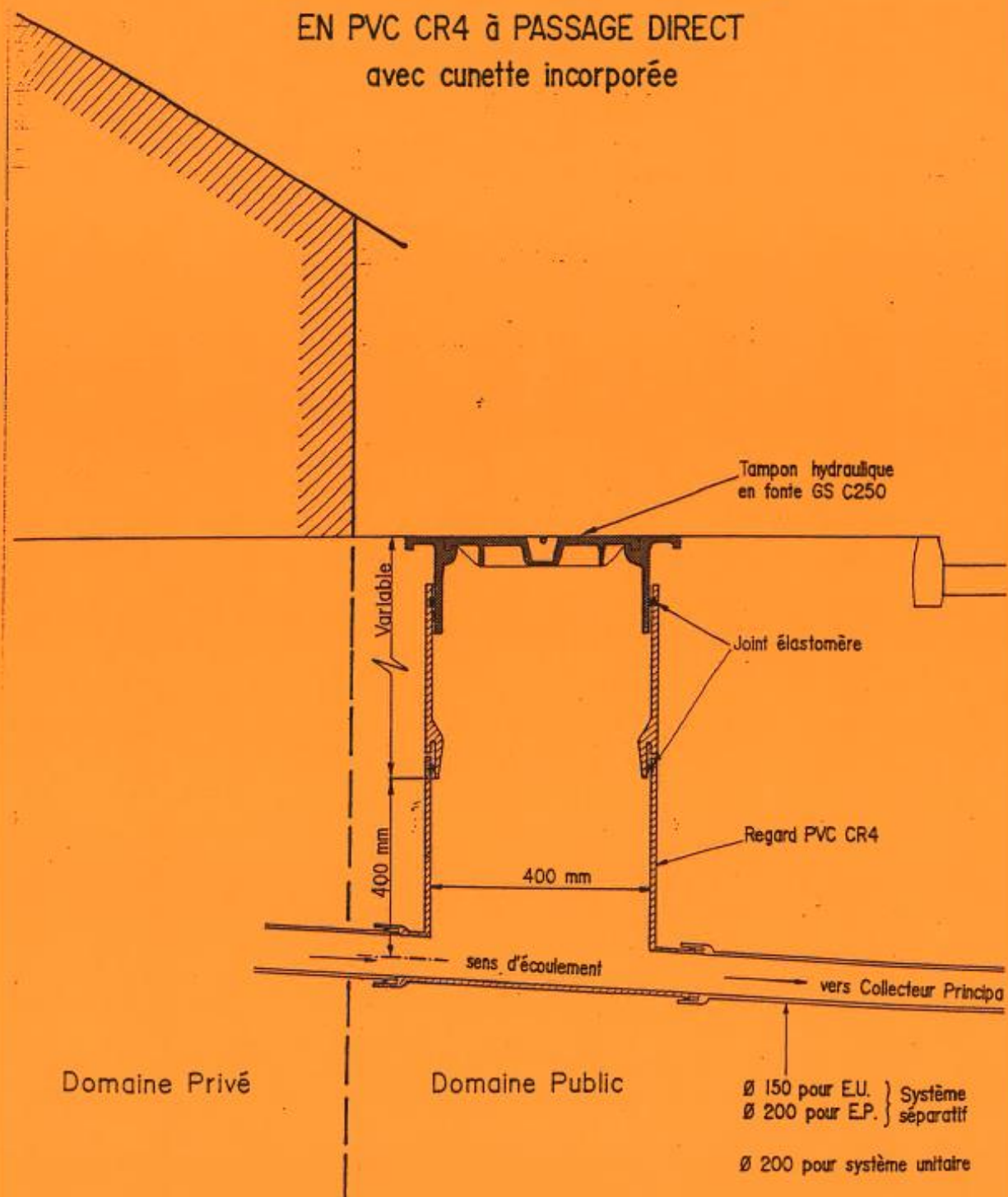


## POSE DE CANALISATIONS EN TRANCHEE SOUS TROTTOIR



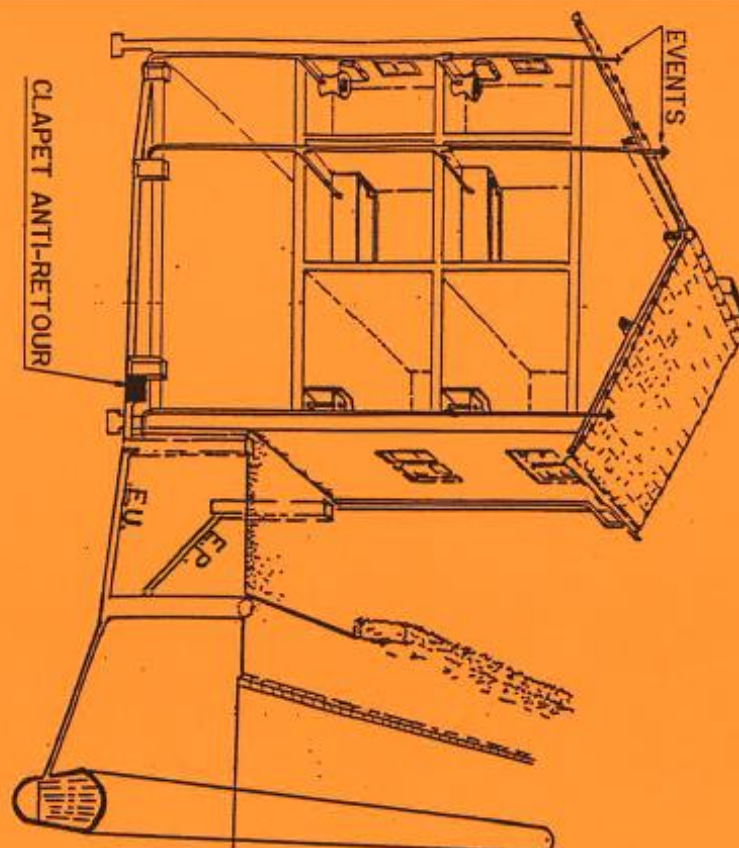


# REGARD DE BRANCHEMENT ETANCHE EN PVC CR4 à PASSAGE DIRECT avec cunette incorporée

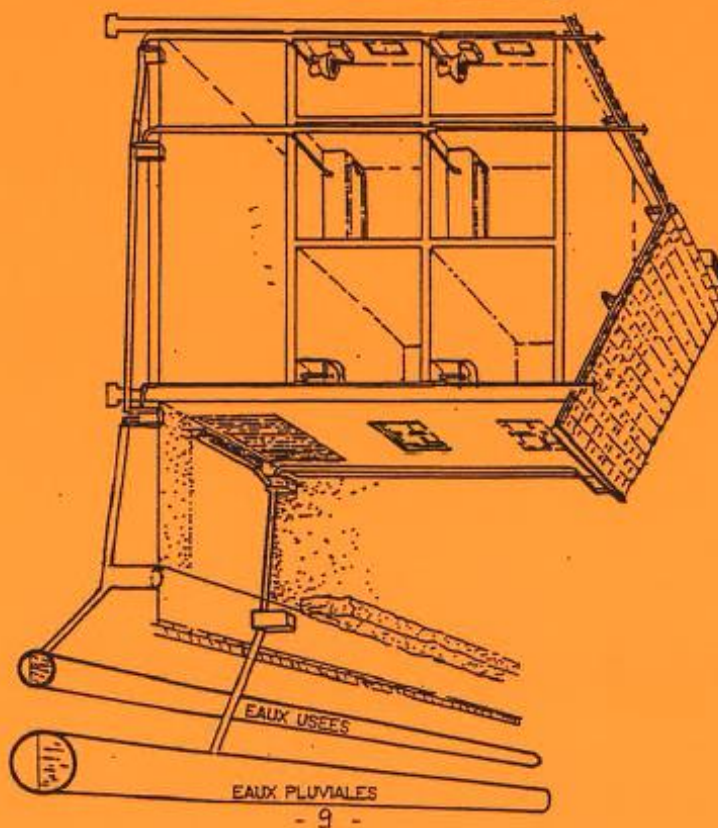


- 8 -

**INSTALLATION SANITAIRE INTERIEURE  
ET BRANCHEMENTS  
Réseau unitaire**

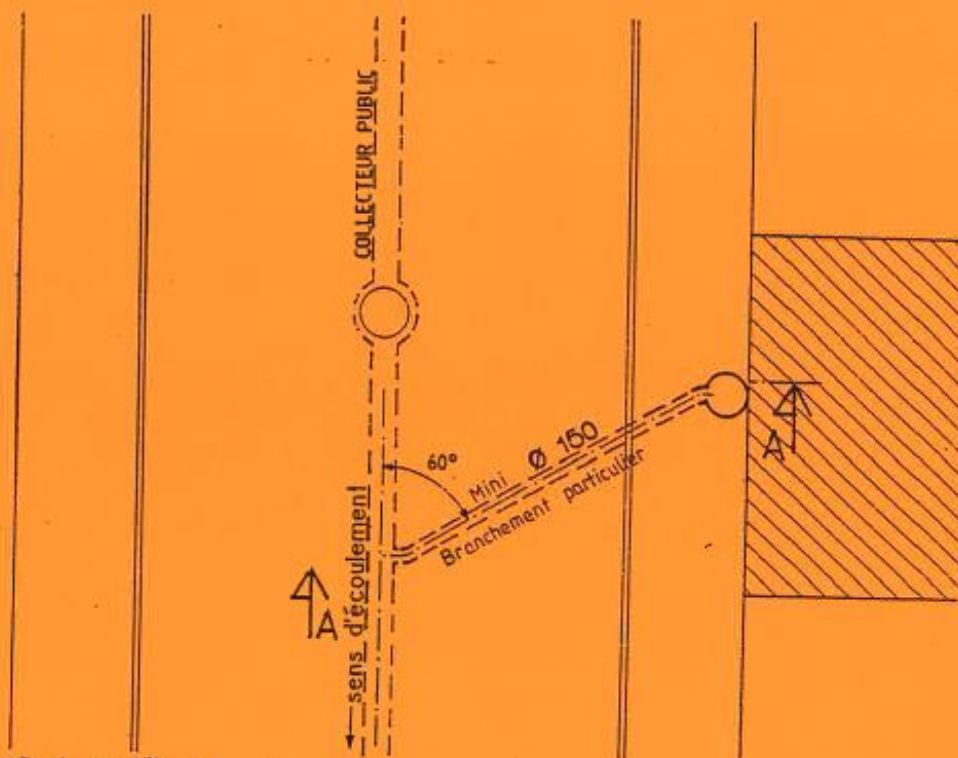


**INSTALLATION SANITAIRE INTERIEURE  
ET BRANCHEMENTS  
Réseau séparatif**



# RESEAU UNITAIRE

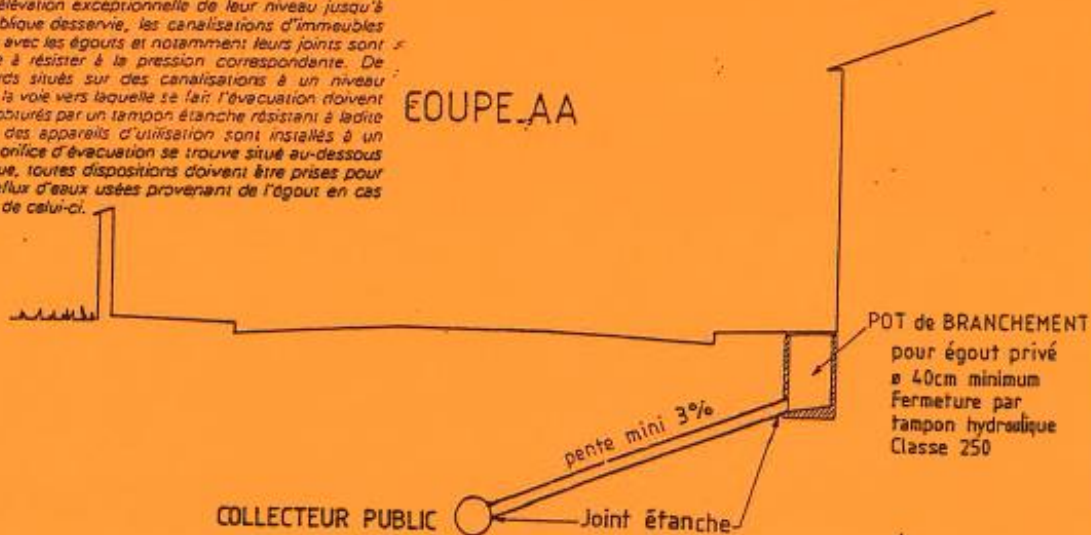
## branchement égout privé



de 44 - Protection contre le reflux des eaux d'égout.

de d'éviter le reflux des eaux d'égout dans les caves, sous-sols ou lors de l'élévation exceptionnelle de leur niveau jusqu'à la voie publique desservie, les canalisations d'immeubles en communication avec les égouts et notamment leurs joints sont réalisés de manière à résister à la pression correspondante. De plus, tous regards situés sur des canalisations à un niveau inférieur à celui de la voie vers laquelle se fait l'évacuation doivent normalement être obturés par un tampon étanche résistant à ladite pression. Lorsque des appareils d'utilisation sont installés à un niveau tel que leur orifice d'évacuation se trouve situé au-dessous du niveau critique, toutes dispositions doivent être prises pour résister à tout reflux d'eaux usées provenant de l'égout en cas de mise en charge de celui-ci.

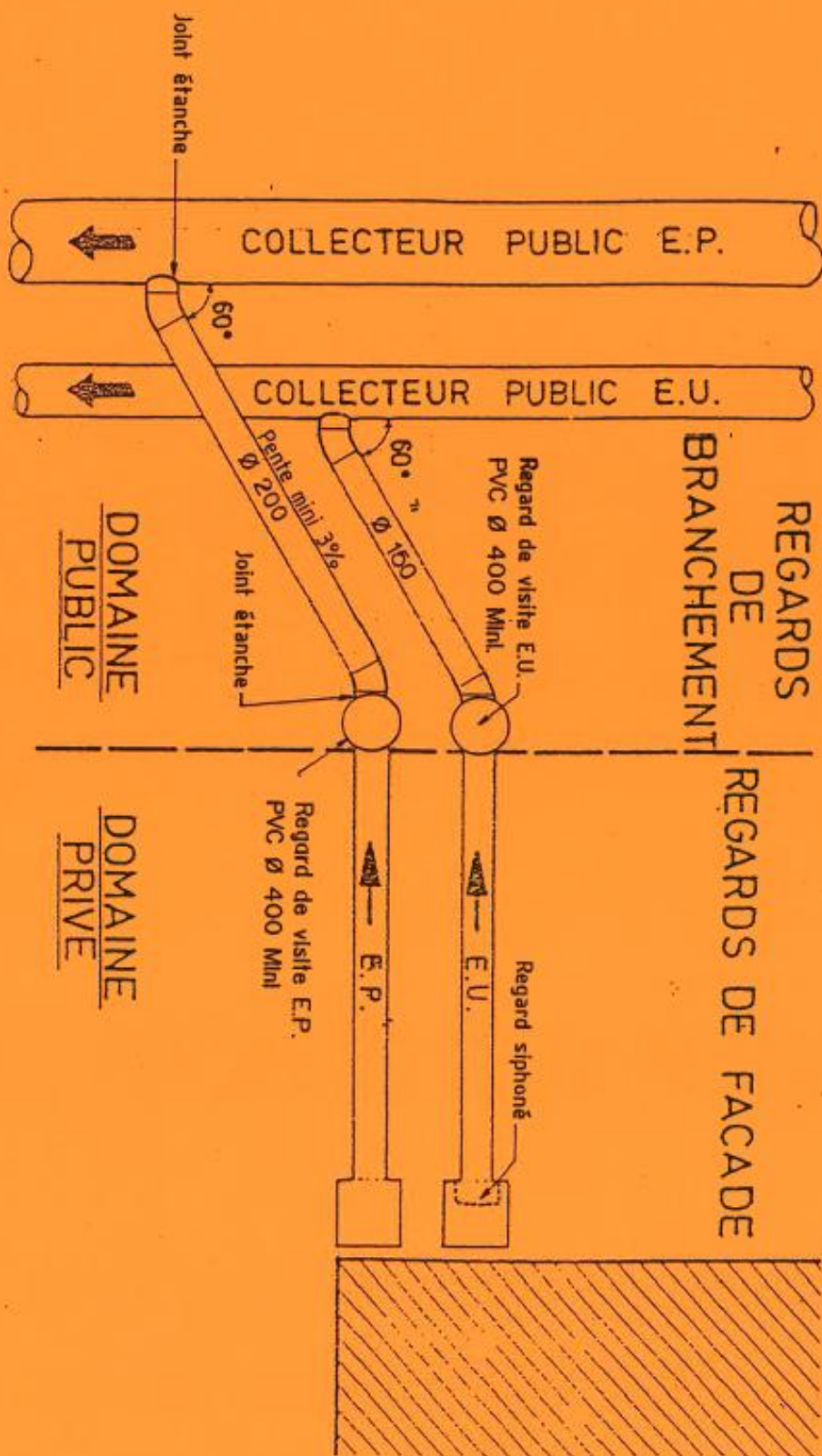
COUPE AA





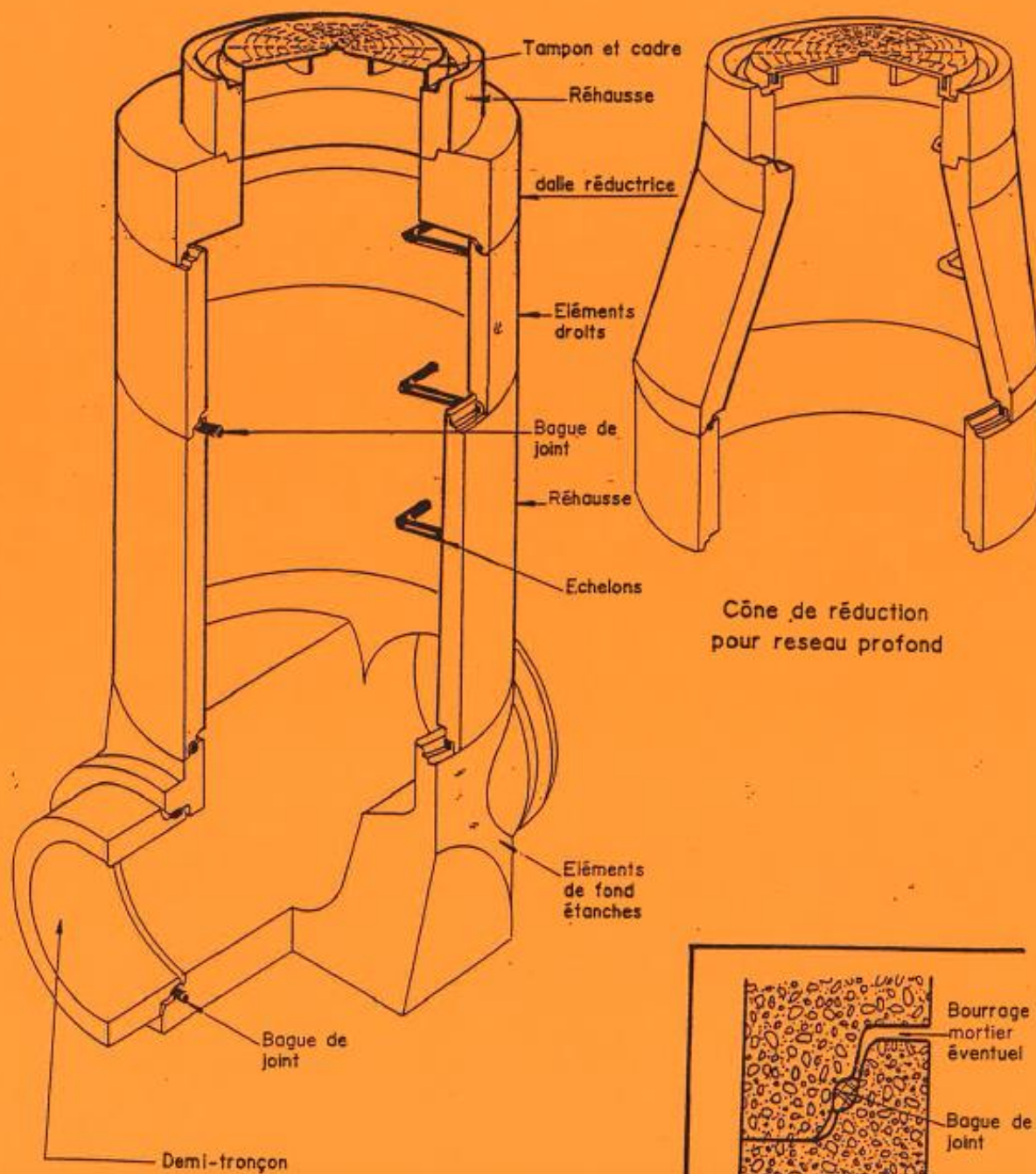
# RESEAU

## Type séparatif



# REGARD DE VISITE AVEC ELEMENT DE FOND PREFABRIQUE Ø 1000 mm

SCHEMA 6



## Détail du joint

Étanchéité assurée par joint souple, élastomère glissant.

- 12 -